

Le #MeToo du cinéma affole les producteurs

JO : face aux cybermenaces russes, l'arsenal de l'Elysée et... ses failles



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant exceptionnellement le mardi

... de mes facultés !



106^e ANNÉE - N° 5400 - mardi 7 mai 2024 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 \$ - GB 2 £

Macron entraîne le président chinois sur le col du Tourmalet Xi : "J'aurais préféré gravir le col Mao!"

GABY DOIT MOQUER LE MAILLOT



En route pour les zéro-péennes !

SALE TEMPS pour les petites listes ! La route est longue jusqu'aux élections européennes du 9 juin. Le vénérable Parti radical de gauche, le même qui porta Mitterrand au pouvoir en 1981 - avec le PS et le PC -, est à l'agonie. 0 % d'intentions de vote, selon un sondage BFMTV-La Tribune Dimanche (4/5). Le PC aussi touche le fond : 2 %. Mais une compassion particulière est réclamée pour la liste Le Centre, menée par le maire de Neuilly-sur-Seine, Jean-Christophe Fromantin, et par le sénateur du Tam

Philippe Foliot. Lequel bat la campagne pour la « défense du bon sens paysan ». Après un périple à vélo de 1 500 km, de Nantes à Strasbourg, à la rencontre des « acteurs territoriaux » et des « élus locaux », les deux intrépides ont dû mettre pied à terre, renonçant à présenter leur liste, découragés par les sondages : 0 % ! Non sans délivrer un message d'espoir (Public Sé. n. 3/5). « [Ils] entendent à l'avenir unir leurs deux forces politiques (...) au sein d'un même parti. » En se payant un tandem ?

F. P.

Meurice : blague out ?

ELE n'avait pas tort, Charline Vanhoacker, en insistant sur l'absence de l'humoriste Guillaume Meurice des ondes de France Inter. « On l'a envoyé en internet pour le remettre dans le droit chemin. » Il y a un peu de ça. Car le sale gosse a remis le couvert il y a quelques jours, qualifiant de nouveau Bennyanyahu de « nazi sans prépuce », ce qu'il avait déjà fait une première fois en octobre 2023. La direction avait répliqué en lui envoyant un avertissement. Mais les plaintes déposées contre lui au pénal pour incitation à la haine ont été classées sans suite sur le parquet de Nanterre.

Que lui reproche-t-on exactement ? De s'être abrité derrière cette décision de justice pour réitérer ses propos. Sachant que Meurice est avant tout un humoriste, et pas un journaliste - même s'il sort un livre sur sa « blague » -, fallait-il de nou-

veau sévir ? C'est ce qu'a décidé Adèle Van Reeth, la directrice de France Inter, qui, pour l'occasion, a forgé un concept inédit : l'humour qui ne fait pas de vagues. « L'humour n'a pas vocation à ajouter de la division », a-t-elle affirmé. En attendant, Meurice est suspendu et convoqué le 16 mai à un entretien pouvant mener à la fin prématurée de son contrat avec France Inter.

La soustraction, remise sous-vent à la division ? A.-S. M.

SCIENCES-PO : LE PIRE EST À VENIR



LA MÉTHODE DU DISCOURS

« TANT que tu n'as pas parlé, la parole est en ton pouvoir », affirme la sagesse chinoise, à qui on fait beaucoup dire mais que Macron semble peu écouter tant il est pris d'une frénésie de parler. Le pouvoir de la parole, comme la parole du pouvoir, il ne cesse d'en user et d'en abuser. Il est bien loin le temps des débats de son premier mandat (sept ans ce mardi), où il ne jurait que par le sage Jacques Pihan, qui n'était pas penseur chinois mais communicant français de Mitterrand et préconisait « la rareté » de la parole présidentielle. Maintenant, c'est le silence qui se fait rare, voire inexistant.

Longs discours, petites phrases, grands entretiens, depuis les deux heures d'allocution à la Sorbonne, c'est un flot de paroles incessant. Discussion avec la presse de province, propos rapportés, entretiens-heure à « La Tribune Dimanche » et, juste avant, interview à la presse étrangère, à l'hebdo anglais « The Economist ».

Chaque fois, c'est pour plaider de l'Europe et s'auto-satisfaire de son bilan en la matière. Mais, dans le dernier cas, c'est, sur un ton qualifié de « dark and prophetic », pour évoquer plus particulièrement la guerre. Celle de la Russie en Ukraine, est-à-dire aux portes de l'Europe. Et pour laquelle Macron « s'exclut » et pas l'éventualité réitérée de « se poser légitimement la question de l'envoi de troupes (françaises) au sol si « les Russes venaient à percer la ligne de front ». Il entend également mettre le sujet au centre des conversations avec son invité le président chinois

Xi Jinping, dont c'est pourtant loin d'être la préoccupation première. Mais, comme pour les droits de l'homme, l'important, c'est d'en parler et de le faire savoir. Il s'agit bien de moins que d'engager la Chine, qui objectivement dispose de leviers suffisants pour changer le calcul de Moscou dans sa guerre en Ukraine », fait-il répéter, même s'il ne dispose pas pour sa part des leviers suffisants pour obtenir pareil service de son hémisphère invité Xi. Lequel, de toute façon, à part quelques paroles polies, ne peut pas grand-chose pour lui en matière de médiation avec Poutine sur l'Ukraine.

Même si Macron pense qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Chine aujourd'hui d'avoir une Russie qui déstabilise l'ordre international. Peut-être, mais il n'est pas dans l'intérêt non plus de Xi, surtout en matière commerciale, même s'il affirme le contraire, d'avoir face à lui une Europe trop forte et unie. Surtout une Europe dont Macron a reconnu que tous les pays qui la composent

n'étaient « pas unanimes » dans leurs positions face à la Chine, notamment en matière d'échanges commerciaux, où le dialogue reste pour le moins difficile. Tant que la guerre en Ukraine ne l'empêche pas d'envisager de faire déferler par carpes entières ses voitures électriques sur le marché européen, les « déstabilisations » de Poutine ne sont pas un problème pour Xi. D'autant que, depuis l'invasion de l'Ukraine, la Chine est devenue le premier partenaire économique de la Russie, qui, si elle ne lui livre pas d'armes, n'en contribue pas moins à son industrie de défense. D'autant, aussi, que Poutine est attendu ce mois-ci en ami, dans la capitale chinoise, où il était déjà vu à peine huit mois.

Mais, cela, Xi s'abstiendra sans doute d'en parler » avec son hôte. Des élections européennes non plus, ni des sondages, qui prévoient toujours, malgré tous ses grands discours, de laisser, à tous les sens du terme, le très parler Macron sans voix.

Erik Emplot



Attention au campus délit

QUE DES JEUNES manifestent pour la paix, s'indignent des milliers de morts que fait la guerre entre Israël et le Hamas, en écho à la mobilisation en cours sur plusieurs campus aux États-Unis, c'est plutôt sain. Au lieu de ça, les étudiants de Sciences-Po et tous ceux qui sont à leurs côtés sont considérés par la droite et le pouvoir macroniste. « Ce n'est pas le respect de l'autre », a préché Emmanuel Macron à « La Tribune Dimanche » (5/5). Les Rep, eux, qualifient, au choix, les manifestants d'islamo-gauchistes, de woke, de néo-fascistes ou d'antisémites, souvent les quatre à la fois. C'est leur faire beaucoup de déshonneur. Pourquoi une telle caricature ?

Le débat est vicié. Le virage phobique du Rassemblement national a tout décalé. Les hémisphères des Waffen-SS qui ont fondé le Front national avec Jean-Marie Le Pen, maintes fois condamné pour antisémitisme, passent aujourd'hui pour les plus pro-Israéliens. Leur haine des Arabes les fait se retrouver avec le régime de Netanyahu, « un mélange de nationalisme extrême et de religiosité extrême, auxquels s'ajoutent des intérêts claniques et personnels », selon la définition de l'historien israélien Alvin Finkel, ajoute, dans son « Journal de l'année 2023 »

(« Israël, de la crise à la tragédie », Grasset), à la date du 13 mars. « Israël est en passe de devenir une théocratie autoritaire fondée sur l'apartheid. » On comprend que les leçons s'y retiennent. La droite, toujours en quête d'identité, court derrière pour tenter d'exister dans une campagne européenne où elle est transparente. Fidèle à elle-même, elle voit dans la cause des malheurs de Sciences-Po « la discrimination positive et l'ouverture aux campus internationaux » (« Le Figaro », 4/5). Ah, l'époque béni où il n'y avait, Rue Saint-Guillaume, que les enfants des beaux quartiers !

De l'autre côté du spectre, Mélenchon refuse de qualifier le Hamas de mouvement terroriste et prend sans nuance la défense des Gazaouis dans l'espoir d'attirer à lui un supposé vote des cités. À l'instar des trumpistes partis à l'assaut des campus américains pour déstabiliser Biden,

les deux forces instrumentalisent la contestation étudiante avec des arrière-pensées électoralistes.

Assimiler grossièrement les manifestations étudiantes pour la paix à de l'antisémitisme est simple, comme le fait l'exécutif, poussé par la droite, en cette époque inflammable qui met en péril autant l'avenir du peuple palestinien que celui de la démocratie israélienne. Elle revient à tuer tout esprit critique, comme si les excès

inacceptables de quelques-uns devaient entacher la mobilisation des autres. « Il ne faut pas voir la moindre manifestation pro-palestinienne comme une manifestation de l'antisémitisme », commente, d'ailleurs, dans « Le Figaro » (6/5) l'ancien sarkozyste Henri Guaino. Les manifestants pour la paix sont aussi à Tel-Aviv.

« Vers l'Orient compliqué », comme disait le Général, prie d'éviter de voler avec des idées trop simples.

Jean-Michel Thénard

La noix d'honneur

EPINGLEE au compte X de Meyer Habib, qui a relayé une info pas très casher. Le député pro-Netanyahu a publié une vidéo de l'acteur Robert De Niro accompagnée de cette légende : « Robert De Niro est un Kingi Regarder ! Il défend bec et ongles Israël face aux manifestants islamogauchistes pro-Hamas des universités américaines ! » Très bien, sauf que la vidéo de la star - un extrait d'une série Netflix (BFMTV, 2/5) - n'a rien à voir avec le conflit israélo-palestinien. Malgré les démentis de l'agent de l'acteur et des signalements de nombreux internautes, le député Habib n'a pas supprimé son post. Et c'est qui, le King des fake news ?

M 00708 5400 F. 1,80 €

C'est Marseille, bébé!

L'ÉPOQUE lointaine où il était encore administrateur de François Hollande, Emmanuel Macron s'était laissé aller à quelques réveries devant ses proches : « Prendre la mairie de Marseille, c'est un rêve... Un vieux fantasme sur lequel il a désormais fait une croix, assure-t-il dans « La Provence ». Trop de pastissiers à prendre... »

Avant sa venue, ce 8 mai sur le Vieux-Port, pour célébrer l'arrivée maritime de la flamme olympique, le chef de l'Etat ne se prive pas de donner partout ses « pistes » pour les municipales de 2026. La réforme du mode de scrutin à Marseille (mais aussi à Lyon et à Paris) doit, selon lui, « aboutir rapidement ». En clair, les électeurs doivent [y] avoir la même capacité de choisir leur maire que dans le reste de la France, « donc par un vote direct » et non par arrondissement. De plus, la métropole « doit beaucoup plus la main sur les projets structurants, comme les transports ».

Proche du Président, la Marseillaise Sabrina Agrest-Roubaud approuve toutes ces « pistes ». D'ailleurs, l'ex-députée Renaissance des Bouches-du-Rhône promise secrétaire d'Etat chargée de la Ville en juillet dernier, estime qu'Emmanuel Macron n'aurait jamais dû être né à Amiens. « Et de passer la brosse à reluire : En fait, il est marseillais. Il correspond exactement à ce que Marseille est : rebelle, qui ne ressemble pas aux autres... » Pas de quoi embourber les Marseillais : jamais la cité phocéenne n'a placé Macron en tête au premier tour d'une élection présidentielle. Reste à voir si le micro-parti Avec Sabrina, qui s'est doté, début mai, d'une association de financement, récoltera plus de succès.

Ce 8 mai, en marge de l'arrivée de la flamme, Emmanuel Macron retrouvera quelques proches, parmi lesquels Pierre-Olivier Costa, ancien collaborateur de Brigitte Macron, qui préside le Mucem (le grand musée au bout du Vieux-Port) depuis novembre ; ou encore son ancien ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, resté le 28 avril, à la tête du conseil de surveillance du port de Marseille. Loin des caméras, le chef de l'Etat profitera de son séjour pour inaugurer Tangram, le centre de médiation et d'innovation du groupe CMA CGM, dans lequel les start-up côtoieront des chercheurs et des scientifiques venus de France et du monde entier pour travailler sur tous les modes de transport, y compris le spatial. Un rappel : le groupe CMA CGM est présidé par Rodolphe Saadé, qui vient de signer avec Patrick Drahi pour le rachat de BFM TV.

De là à voir dans ce geste de Macron un clin d'œil à un puissant média...
 Le Pen sur France 3. Tournées au Gosier en mars 2022, ces images, exhumées par la scène locale du Parti socialiste, montrent distinctement le trentenaire à l'œuvre. Interrogé par le Palmipède, le RN soutient que « Rudy l'indigne, dans cette attaque extrêmement violente, était la victime et pas l'inverse ». Bienvenue dans la réalité palpable du RN.



de campagne avec « de nouveaux handicaps » : « Je vais être bien pour mener campagne maintenant... » Un constat lucide, d'autant qu'aucun rassemblement important n'est programmé à Paris, alors que les ex-rivaux de Bellamy prévoient des meetings d'envergure dans la capitale (Valérie Hayer à la Mutualité, Raphaël Glucksmann au Zénith). Un

Avril se découvre d'un fil

Les digues entre droite et extrême droite ont encore sauté après la mort du jeune Matsise, exhumée par un autre adobe, d'origine afghane, à Châteauroux le 27 avril. Passant outre le refus de la famille du défunt de toute récupération politique du drame, le patron des Républicains de Loire-et-Cher a chassé les gros sabots et affirmé son soutien à Facebook (30/4) : Matsise est une victime de la violence de l'immigration massive.

Le melon de Carayon

Eric Clotti ayant imposé un médecin à la 5^e place de la liste LR, et Laurent Wauquiez sa protégée Isabelle Le Gallen en 4^e position, les autres prétendants ont, par conséquent, été relégués à des places moins enviables. Contre de s'être vu attribuer la 9^e place et d'être, donc, potentiellement non éligible, le patron des Jeunes LR, Guilhem Carayon, a laissé éclater son amertume au grand jour. Dans la soirée du 30 avril, il s'est épanché au téléphone sur « cette liste mendiante », avec un dégoût de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Et aussi adressé un SMS assassins à Laurent Wauquiez dans lequel il lui reprochait en substance d'avoir fait « une erreur ». Le melon n'attend pas le nombre des années.

Hidalgo sur le pont

Un petit parfum d'opportunisme flotte sur la Mairie de Paris, où Anne Hidalgo soutient désormais Raphaël Glucksmann, après s'être un temps vivement opposée à sa désignation comme tête de liste de la 1^{re} circonscription. Un revirement qui n'a, bien sûr, aucun rapport avec l'entrée sur ladite liste PS-Place publique de son époux, Jean-Marie Germain. En 7^e place, de surcroît, soit en position éligible.

Depuis ce grand virage stratégique, la maire de Paris est en ce moment plus mobilisée que la campagne des européennes. Au point de lancer, en toute modestie, l'opération « Tous sur le pont », pour que les militants et sympathisants socialistes parisiens apportent à Glucksmann le « meilleur score de France ».

L'impair de la maire

Un couac de protocole entre Anne Hidalgo et Clément Baune avait émaillé la commémoration de la Journée nationale du souvenir de la déportation, le 28 avril. Rebelle le 8 mai, à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle station Porte Maillot de la ligne Eole du RER.

La solitude de Bellamy

La campagne des européennes tourne au vinaigre chez les Rep après le drame de la commission nationale d'investiture (CNI) du 30 avril. N'ayant eu son mot à dire sur la liste concoctée par le duo Clotti-Wauquiez, Michèle Tabarot, qui préside cette CNI, a bougé et refusé de la présider. S'adressant pour ses deux vice-présidents, Roger Karoutchi et Patrick Hetzel, qui se sont abstenus de la voter, imités par 13 poids lourds du parti, comme Gérard Larcher, Bruno Retailleau ou Jean-François Copé. Du jamais-vu!

Premier à découvrir cette liste, François-Xavier Bellamy est lui-même convenu, en petit comité, qu'il partait dans ce dernier mois

minimaires

● **L'editorialiste** de « La Dépêche du dimanche » (5/5) analyse la surmédiatisation de Gabriel Attali : « C'est lui qui dévoile les réformes de l'accès aux soins, commente la fameuse "axe lapin" du ministre (délégué chargé) de la Santé, Philippe Vialletoux, reste dans l'ombre... C'est d'ailleurs plus vrai qu'il appelle Frédéric... »

● **Jean-Michel Blanquer** s'apprête à publier un récit de ses aventures au ministère de l'Éducation nationale (« L'Express », 2/5). Avec un chapitre sur ses vacances apprenantes à Ibiza?

● **Au chapitre** de la sécurité routière (« Le Parisien », 4/5) : « En voiture, Bruno Le Maire entre en collision avec un cycliste ayant grillé un feu rouge... Encore un qui n'a pas lu « La Voie cycliste » française... »

● **Pour accueillir** la flamme olympique ce 8 mai, Marseille a vu les choses en grand : des festivités écoresponsables... et un « feu d'artifice bio », a dévoilé le maire de la cité phocéenne, Benoît Payan, dans « La Provence » (4/5). Et les petits-fours seront sans gluten?

● **Les Jeux olympiques** n'intéressent qu'un Français sur deux (« La Tribune Dimanche », 5/5). Mais pas d'inquiétude! Macron rassure tout le monde : L'arrivée de la flamme olympique va allumer les cœurs... Que demande le peuple?

● **Desireux** de booster la campagne européenne, le Président allume aussi le feu dans l'hebdomadaire britannique « The Economist » (2/5) : « La politique, c'est Eric et son Thanos...! » C'est à dire l'envie d'avoir son... Et de chanter : « UE je t'aime ».

● **De Macron**, toujours (« The Economist », 2/5) : « La politique, c'est un combat, c'est des idées, c'est de la conviction, c'est aller chercher des gens, ce sont des trépas... Au risque de passer pour une andouille... »

● **Acte de contrition** du même Macron dans « La Tribune Dimanche » (5/5) : « Il y a eu des surprises... j'ai eu des surprises... Ça, ça ne fait pas avancer le schmilblick... Il faudrait que les Français cessent de mal interpréter! »

● **Dans ce même entretien** (« La Tribune Dimanche », 5/5), le chef de l'Etat précise sa doctrine du melon : « Ce n'est pas une dilution, c'est une double radicalité... A moins que ce soit les deux en même temps... »

● **Coup d'œil** dans le rétroviseur pour Marion Maréchal (« Valeurs actuelles », 2/5) : « Je ne suis pas partie (du RN) en me disant que j'allais revenir... j'en avais pas l'intention... Pas sûr que le RN l'aurait reprise à bras ouverts... »

● **L'ancien patron artistique** et commentateur sportif Philippe Lemerle tente, une fois de plus, de bouclier contre le wokisme (« Le Figaro TV », 30/4) : « Est-ce que le wokisme, c'est être blanc et noir? J'ai l'impression que oui... Et, être Candeloro, c'est pas trop dur... »

CRIME ET CHÂTIMENT



Une "Promesse" qui dédouane (un peu) Cahuzac

ANNE LAUVERGEON au secours de Jérôme Cahuzac? C'est l'une des surprises réelles de la 1^{re} ancienne sherpa de l'ancienne expéditrice d'Ardeva - La Promesse - (Grasset), dans lequel elle relate ses années passées à l'Élysée.

En juin 1990, François Mitterrand est en déplacement à l'île Maurice. Le chef de l'Etat devient Roland Dumas, son Premier ministre. Parmi les étrangères Mitterrand préfère la cohabitation de 1993, tout en étant Michel Rocard, son Premier ministre. Mais nous traine en nous anesthésiant. Il n'a pas de vision, pas d'ambition, c'est un... Dumas enchaîne : « Rocard se prépare pour une campagne présidentielle (...). Il amasse un trésor de campagne (...). J'ai entendu dire qu'un certain Cahuzac, au cabinet de Claude Evin (alors ministre de la Santé), qui faisait l'argent des laboratoires en Suisse... Mitterrand ne relève pas, mais, au moment de quitter son poste, il lui glisse : « Dumas, regardez si vous pouvez trouver des informations sur ce Cahuzac et ses agissements en Suisse. Il ne faut pas (...) laisser faire... »

L'auteure rappelle qu'à l'ouverture de son procès « personne » ne croira Cahuzac. En septembre 2016, alors qu'il comparait pour fraude fiscale, l'ancien ministre du Budget balance à la barre du tribunal : « Je suis un homme simple, ouvert en 1992, avait pour objectif de financer la campagne de Rocard en 1993... »

A cette époque, Cahuzac est un jeune consultant auprès de laboratoires pharmaceutiques. Il m'est rapidement demandé si ces dirigeants de laboratoire acceptaient d'être financés par l'Etat. Ces sommes n'étaient pas le fruit de mon travail mais pour le financement politique... Je suis persuadé que Michel Rocard ignorait tout cela, raconte-t-elle aux juges. La justice n'a pas plus de questions à lui poser. « On me dit : "Tu ne bouges pas, on te tira." On me dit : "Tu ne bouges pas, on te tira." »

Pas même à les yeux...?

Macron frétille

Malgré des sondages (tous) en berne pour sa candidature aux européennes, Valérie Hayer, Emmanuel Macron a (encore) voulu la mobilisation, le 3 mai en Conseil des ministres : « On sent que ça commence à frétiller, que les gens entrent dans la campagne... »

Et d'ajouter : « Mardi 7 mai, ce sera l'anniversaire d'une élection. Et cela doit être une occasion de valoriser le bilan... »

Petit hic : la stratégie consistant à faire du bilan jupiteux un axe majeur de la campagne



ne suscite guère d'engouement : « Le bilan, ça ne sert à rien. Mieux vaut parler de l'avenir », avait lâché Bruno Le Maire quelques jours plus tôt à l'Élysée, lors d'un déjeuner des députés de la majorité et du gouvernement. Et Edouard Philippe avait renchéri : « Le bilan, c'est bien de le rappeler, mais il faut aller vite... »

Une solidarité qui fait chaud au cœur.

Au feu, les pompiers!

C'est Emmanuel Macron qui a imposé la présence du contrôleur général des pompiers, Grégory Allione, sur la liste Besoin de l'Europe de Valérie Hayer. Une façon pour le chef de l'Etat de déminer un sujet jugé « abrasif » par Gérard Darnaud, à l'approche du scrutin du 9 juin, une directive européenne de 2003 jamais appliquée dans l'Hexagone... sur le statut des pompiers volontaires!

Dans une lettre de deux pages, justement adressée le 3 mai aux 198 800 sapeurs-pompiers volontaires de France, Allione s'en prend à cette directive, qu'il qualifie de « technocratique ». Pourquoi? Parce qu'elle stipule qu'un

Les "pestiférés" de la mayo

L'ambiance était aigre, le 3 mai, au bureau exécutif de Renaissance, au moment de valider la liste européenne de la majorité. Dans le vif des débats, la différence de critères d'un parti à un autre, chez les candidats, les candidats lésés aux législatives avaient le droit à une seconde chance, mais pas chez Renaissance.

« Je vois que l'on a pris Béatrice Abba (ex-députée Horizons de la Haute-Marne et candidate malheureuse en 2022). Je lui souhaite du succès, mais je constate que, dans notre parti, on n'a pas fait ce choix », a regretté Emeline Chahat, ex-députée Renaissance de l'Isère, battue en 2022.

Et d'ajouter : « J'espère que, quand on prend une décision, on n'est pas pestiféré... »

Darwinisme élyséen

Après l'échec des européennes, les regards des pontes de la majorité se tournent vers le congrès de Renaissance, programmé à la fin de l'année. À craindre la manœuvre aux côtés de Stéphane Séjourné, Olivier Dussot confiant ainsi, le 2 mai devant quelques journalistes : « Il nous faut une organisation assez plastique au congrès, afin qu'un

Ministre par procuration

Une autre anecdote petite mais pas si anodine : « J'ai eu un moment incroyable. Lors d'une réunion de cab, en l'absence de la ministre, William a passé son temps à la dénigrer, à nous dire qu'elle était nulle, qu'elle ne comprenait rien, que c'était lui le vrai ministre... »

Dans quel but? Simple, ajoute ce mauvais coucheur : « Ils veulent être calife à la place du calife... À craindre que les exemples d'Élisabeth Borne ou Aurélien Rousseau, anciens dirécos deviens ministres, leur sont montés à la tête... »

Dégâts d'ego au cabinet de Thevenot

L'A PUTE, est inédite, au point qu'elle inquiète le Château et Matignon. En quelques jours, la quasi-totalité des conseillers de la porte-parole du gouvernement, Prisca Thevenot, s'est fait la malle. Bruno Le Maire, intenable et une ministre « insultante » (« Le Monde », 3/5).

En glissant le CV des deux premiers démissionnaires, William Elman, directeur de cabinet, et son adjoint, Samira demai, « Le Canard » a découvert une étonnante réalité : le duo avait déjà usiné dans les cabinets d'Élisabeth Moreno (2020-2022) puis d'Isabelle Rome (2022-2023), également secoués par des crises. Et il semble ne pas être étranger à ces troubles.

Ministre par procuration

Une autre anecdote petite mais pas si anodine : « J'ai eu un moment incroyable. Lors d'une réunion de cab, en l'absence de la ministre, William a passé son temps à la dénigrer, à nous dire qu'elle était nulle, qu'elle ne comprenait rien, que c'était lui le vrai ministre... »

Dans quel but? Simple, ajoute ce mauvais coucheur : « Ils veulent être calife à la place du calife... À craindre que les exemples d'Élisabeth Borne ou Aurélien Rousseau, anciens dirécos deviens ministres, leur sont montés à la tête... »

« Par leur manipulation, leurs mensonges, ils ont tenté la liberté de penser... Plus politique », qu'Élisabeth Moreno ou Isabelle Rome, l'actuelle porte-parole du gouvernement a bien tenté d'engager un bras de fer avec ses collaborateurs. En vain. L'ennemi convenu, en petit comité, qu'il partait dans ce dernier mois



Cyberattaques : Poutine cherche la faille, Macron la parade

C'EST UN PETIT CLUB très fermé dont les membres sont habillés de secret-défense. Tous les quinze jours, une douzaine de hauts fonctionnaires de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) se réunissent à la Défense, au siège du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. Nom de code de la réunion : « C4 », pour « Centre de coordination des crises cyber ». Autour de la table, le directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, le chef de la direction technique des renseignements extérieurs, flanqué de son équivalent interne, ainsi que des représentants de la Direction générale de l'armement, du ministère des Affaires étrangères et, souvent, de l'Elysée. Chacun est prêt de tendre ses grandes oreilles...



En 2022, l'Anssi a recensé 831 intrusions. A chaque infection, les empreintes numériques et les données sont soigneusement archivées, formant une précieuse bibliothèque pour les Sherlock Holmes de l'Agence...

Bienvenue en Cybérie

Si la menace est jugée grave, elle est aussitôt disséminée en réunion C4 avec l'aide des services de renseignement, le but du jeu étant alors de deviner qui est le véritable agresseur. « Un vrai casse-tête, confie un haut fonctionnaire. La Russie cultive l'art de se camoufler en actionnant des cybercriminels ou en faisant passer ses agents pour des hackers chinois, nord-coréens, voire américains. » Digne d'un roman de John Le Carré.

Après l'analyse, la riposte. Echafaudée par le C4, les scénarios de contre-attaque sont présentés au président de la République lors d'un Conseil de défense et de sécurité nationale. Les ripostes ne limitent parfois à une explication de gravure entre diplomates. Quand l'exécutif a assez de billes sur les pirates informatiques qui ont joué les sous-traitants pour le compte d'un Etat, il peut demander au ministre de la Justice, qui dispose d'un straponin au C4, d'activer le parquet national cyber.

Reste, en dernier ressort, l'opération clandestine : la Direction générale de la sécurité extérieure reçoit alors l'ordre de « faire tomber » les serveurs étrangers d'où ont été lancées les attaques. « C-4 » est aussi le nom d'un exploit militaire censé faire de jolis dégâts.

Sûrement de quoi impressionner Poutine!

Odile Benyahia-Kouider, Christophe Labbe et Fanny Ruz-Guindon

Hackeurs ouverts

A l'approche des JO, la température monte. Les cyberodds de Macron redoublent. « Aut à dix fois plus d'attaques », que lors des précédents Jeux, à Tokyo. Tous les hackers de la planète rêvent de profiter de cette occasion pour signer un exploit retentissant. Les activistes de tout poil, des réseaux de hackers, sont dans les starting-blocks. Sans compter les cyberpionniers.

Pour cause d'invasion en Ukraine, les athlètes russes ne seront pas autorisés à défendre les couleurs de leur pays. Humilié, Vladimir Poutine, déjà banni des célébrations de 2008, a refusé le débarquement en Normandie, est

aussi persona non grata aux JO de Paris, où 120 chefs d'Etat sont attendus. Emmanuel Macron ayant, une nouvelle fois, évoqué le possible envoi de troupes en Ukraine (« The Economist », 2/5), la tension entre Paris et Moscou vient encore de monter d'un cran. Aggravés à la guerre numérique de haute intensité, les Russes peuvent essayer de bloquer les transports, de saboter la billetterie des stades ou le fonctionnement des hôpitaux (lire ci-dessous). Un sacré cyber-festival olympique en perspective.

Le piratage informatique russe, le chef de l'Etat y a goûté dès 2017 avec les Jeux de la Fédération internationale de l'équipement sportif (FIS) à Sochi, où des courriers électroniques de son équipe de campagne, à l'époque, c'était Gougeon, trisa la poutine en matière de cybersécurité

avec sa filiale Mandiant, qui l'avait renseigné sur l'origine de l'attaque. Une fois élu, Macron s'était juré de relever le niveau de la cybersécurité tricolore. L'exécutif en a quasiment triplé le budget, avec près de 600 millions par an pour entretenir 3600 combattants aujourd'hui, et 5000 en 2030. Histoire d'éviter les bugs entre services concurrents, les clés du dispositif ont été confiées à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), qui assure le secrétariat général du fameux C4. Les 650 analystes qui emploient ont truffé de sondes les serveurs informatiques de l'Etat et des entreprises jugées sensibles. A la moindre activité suspecte, ces mouchards doivent sonner l'alerte.

Au CHU de Lille, tout proche du stade Pierre-Mauroy, où se tiendront les épreuves de basket le 28 juillet, il faudrait augmenter de 30 % les effectifs des pompiers du cyber. Mais comment séduire ces talents rares quand le public les paie deux fois moins que le privé?

Les hôpitaux pas immunisés contre les virus

LA PERSPECTIVE d'une cyberattaque pendant les JO rend les hôpitaux malades. En 2023, pas moins de 143 d'entre eux ont été victimes de rançons numériques, selon l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi). Pas de quoi se faire du mauvais sang pour autant, selon Frédéric Valletoux, le sous-ministre à la Santé.

A la veille de sa démission, Aurélien Rousseaux, son prédécesseur, avait prescrit une enveloppe de 250 millions d'euros pour la cybersécurité en 2024 et 2025. 65 millions d'euros ont déjà été transférés, dont 1,4 million pour l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Et depuis l'an dernier, chaque hôpital doit effectuer un exercice de crise par an. « Les

225 hôpitaux impliqués dans les JO ont bénéficié d'un traitement de faveur avec des budgets supplémentaires pour faire face aux entraînements », détaille Vincent Treb, président de l'Association pour la sécurité des systèmes d'information de santé (Asspis). L'éger bémol : faute de moyens financiers suffisants et de prestataires privés disponibles, plus

Les hackers éthiques traquent le toc

A QUELQUES SEMAINES des Jeux, Agences du Web et pirates repents ont fort à faire. Atos et le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024 ont mandaté YesWeHack pour tester la sécurité de la billetterie, le site consacré aux bénévoles et d'autres services en ligne. La plateforme met en relation ses clients avec des milliers de « hackers éthiques » venus de 170 pays. Ils sont chargés de repérer les failles informatiques à réparer avant que des filibusters du Net ne donnent l'assaut.

Les geeks sont rétribués en fonction de ce qu'ils trouvent : un petit hic, comme une faille intruse (pop-up), est récompensé 50 euros, quand une vulnérabilité critique, telle que la prise de contrôle d'un serveur, l'effacement de données ou la création d'un badge de sécurité, rapporte 5000 euros. Les sponsors des JO, qui craignent d'être ciblés par des cybercriminels, recourent aussi à la technique dite du « bug bounty ». C'est ainsi qu'en avril Louis Vuitton a invité YesWeHack pour un « hackathon ». Deux jours durant, 50 chasseurs de primes européens ont fouiné dans les entrailles informatiques du géant du luxe. Conviés à cet échange, les salariés ont été encouragés sur leur capacité à déjouer une tentative



d'hameçonnage, et un mentaliste a évoqué devant eux les aspects psychologiques des cyberattaques. L'entreprise a ensuite pris quinze jours pour panser toutes les plaies découvertes.

YesWeHack avait aussi été invité à infiltrer en toute légalité France Identité en permi d'éviter les fops?

Miniréacteur, maximum d'esbroufe Les disparus de l'épargne salariale

INSTALLER un réacteur nucléaire miniature dans une usine sucrière aussi exotique qu'une explosion ? Et, de plus, située à proximité d'une installation classée « Seveso » (le plus haut risque d'accident industriel majeur)? Telle est la riche idée de la start-up Jimmy. Comme l'a révélé l'association Rebon Bois, cette jeune pousse, gavage de 32 millions d'euros de subventions publiques, prévoit de faire démarrer, dès 2026, son premier engin sur le site de Cristal Union, à Bazancourt (Marne).

L'annonce semble d'autant plus farce que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) n'a pas encore octroyé la moindre autorisation, ni pour le réacteur ni pour l'usine destinée à fabriquer un premier prototype, qui ne sera inaugurée qu'en... 2026. Sans attendre le moindre feu vert, la boîte vient pourtant de lancer les premiers coups de bulldozer.

Petits cours fragiles

Jimmy est le dernier avatar des SMR (en français petits réacteurs modulaires) que Macron entend multiplier sur le territoire. Il s'agit, en l'occurrence, de micro-centrales de 10 à 20 MW (entre 0,6 et 1,2 de la puissance d'un EPR), qui

seront implantés directement chez de gros consommateurs de chaleur ou d'électricité. Dans ses plaquettes de présentation, Jimmy se présente « en technologie éprouvée » à la « sûreté démontrée », et cite des réacteurs à haute température HTR. A en croire les études réalisées par le très officiel Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et le rapport très complet que vient de rédiger l'association de scientifiques antinucléaires Global Chant, c'est loin d'être le cas.

Les HTR présentent certes un avantage : en cas de pépin, la réaction en chaîne s'arrête toute seule. Mais ils souffrent aussi de sérieux fragilités : une entrée accidentelle de flotte ou d'air dans le cœur, riche en graphite, peut déclencher un phénomène d'oxydation, voire un incendie aux conséquences potentiellement incontrôlables. « Les éléments apportés (par Jimmy) ne sont pas suffisamment réalistes pour permettre une évaluation de la recherche et collection des enjeux », s'inquiète l'IRSN en septembre 2022. Depuis, l'entreprise assure avoir « modifié la conception » de son engin « pour répondre à tous les points identifiés ». Mais aucune autorité n'a validé qu'on ce soit.

Les experts s'interrogent aussi sur un élément crucial : le combustible nucléaire utilisé par la société est d'un type si particulier (dit « en boulets ») qu'il n'existe aujourd'hui aucune technique pour le traiter après usage. Un souci d'autant plus pesant que les déchets radioactifs provenant de ce genre de réacteur sont beaucoup plus importants, par mégawatt produit, qu'au sein des installations classiques.

Hervé Liffman

ESCHERICHIA COLI, UNE PASSION FRANÇAISE



"Offrez à Kie vos batteries antimissiles!"

EN MATIÈRE de vente d'armes, c'est le monde à l'envers. Les Américains, recordmans du monde de la spécialité, refusent parfois de fournir leurs alliés ukrainiens Zelensky, en effet, réclame une vingtaine de batteries Patriot pour pouvoir contrer les raids de missiles, de bombes volantes et de drones russes. Mais Washington se montre réticent. Explications possibles : soit Raytheon, le constructeur de ces fameuses batteries, ne tient pas la cadence de production, soit les Etats-Unis, voulant conserver une défense antienne honnête, évitent de pucher dans leurs stocks. Ne reste, dès lors, qu'une solution : faire pression sur les Européens pour qu'ils rachètent à Kiev une partie ou la totalité des batteries Patriot achetées naguère aux USA. Mais ce n'est pas le seul argument qui fait parfois défaut à la panoplie américaine.

Marchands de canons à la peine

Depuis le vote du Congrès qui a approuvé une aide militaire de 60,8 milliards de dollars à l'Ukraine, les discussions se poursuivent entre responsables politiques et militaires. Et au sein du Pentagone, l'arbitre des élégances, qui a pour nom Defense Intelligence Agency, est chargé de contrôler tous les

leurs économies. Selon l'Association française de la gestion de placement financier, également appelée « plan d'épargne entreprise » (PEE), permet aux salariés d'investir la participation versée par leur employeur et d'y ajouter une libre part de

pendant trente ans : pour quelques mois encore, il n'est pas trop tard. Le problème, c'est que la Caisse affirme n'avoir rien de la Caisse. Bréquet avait aussitôt la justice. Après un premier procès perdu aux prud'hommes, il obtient gain de cause, l'an dernier, devant la cour d'appel de Paris, qui condamnait ING-Banque à lui verser 550 000 euros. Plus de 37 fois la mise ! On comprend mieux pourquoi certaines boîtes oublient de régler ces comptes d'épargne inactifs vers la Caisse des dépôts.

Interrogés, et les intérêts y affèrent, quand il en aura besoin. Mais, stupéfait quand il découvre que la Caisse des dépôts n'a pas versé 700 000 PP, pour 1,47 million d'en-cours. Combien n'ont pas été transférés par des employeurs oublieux ? Mystère. François Bréquet avait cinq ans après sa démission pour récupérer son osselle. Elle l'orienta vers la Caisse des dépôts et consignations (CDC), où la banque, comme le veut la loi, est censée avoir envoyé le compte courant et son contenu. La CDC doit conserver l'argent

de programmation militaire (US) Et pour cause : un très grand nombre d'heures supplémentaires nécessaires pour fabriquer à fusion des munitions pour chars, avions et navires engagés en opérations. Autre manque criant, les missiles antichars Javelin et les missiles antiaériens Tomahawk utilisés en mer Rouge pour abattre les drones armés des Houthis du Yémen. Et, enfin, et étonnant constat : dans cette Grande Armée très riche en armes, il n'existe pas

Claude Angeli

Le concurrent du Rafale est une "bourse volante"

LA BOÎTE de conserve « bourse volante »... Ainsi les connaissances (pas seulement françaises) appellent-ils l'avion de combat américain F-35. Un jugement trop sévère ? A Washington, le 30 avril, des élus de la Chambre des représentants réunis pour examiner le budget 2025 de la Défense, n'ont pas été assez durs à l'égard du F-35, l'estimant trop cher et pas assez fiable pour l'aviation militaire US.

Se basant sur un récent rapport du Government Accountability Office, l'équivalent de notre Cour des comptes, ces élus ont appuyé la loi ca fait mal. Alors que le programme a coûté la bagatelle de 200 milliards de dollars au contri-

buable américain, seulement 55 % de la flotte de F-35 est capable de remplir ses missions - les autres appareils restant cloqués au sol dans l'attente d'une révision ou d'une réparation. Un brin embarrassé, Lloyd Austin, le patron du Pentagone, s'est défendu : « Je ne dis pas que le F-35 est un mauvais produit. C'est un avion d'élite. » Il a annoncé la poursuite du programme, tout en admettant des faiblesses. Au nombre desquelles : son coût, son logiciel et la disponibilité des pièces de rechange, sans oublier l'entretien, carrément ruineux : 6,8 millions de dollars par avion, et par avion, en moyenne, au lieu des 4,1 millions prévus. La comparaison étant à son

LA RUSSIE LANCE UN AVIS DE RECHERCHE



Une défense très fissurée sur l'A13

APRÈS les révélations du Canard (30/4) sur l'origine des fissures ayant entraîné la fermeture de l'autoroute A13 à la sortie de Paris, Georges Siffredi, le patron (LR) des Lautes-de-Seine, s'est empressé de botter en touche.

A entendre son entourage, le président du conseil départemental n'est en rien responsable de la décision de creuser un parking pour le futur musée du Grand Siècle, tout contre le

mur de soutènement de l'autoroute. Sauf que c'est sous son autorité que le programme de défilé du chantier a été fixé, en 2022, et que la demande de permis de construire a été déposée. Les alertes n'ont pourtant pas manqué : à la demande des ingénieurs, le parking a d'abord été réduit de 100 à 50 places, puis de 50 à 38. Au dernier moment, la société Payot - chargée des travaux - a d'ailleurs décidé d'éloigner le chantier du mur

de soutènement d'environ 20 mètres. Pas suffisamment, de toute évidence. Résultat : des dizaines de mètres d'autoroute ont été retrouvés concassés dans des embouteillages interminables, le trou du parc de stationnement a été rempli de débris, et l'ouverture du musée du Grand Siècle est repoussée à la saint-glinglin. Avec, à la clé, une facture digne de Louis XIV.

Avec #MeToo, les producteurs se font un film d'horreur

Avant l'ouverture du Festival de Cannes, certains d'entre eux craignent que les enquêtes en cours sur les violences sexuelles dans le cinéma n'"abiment" leurs productions.

LA SÉRIE de révélations sur les violences sexuelles et sexistes dans le cinéma français va-t-elle se poursuivre lors du Festival de Cannes, qui démarre le 14 mai ? Sans attendre, l'Assemblée nationale a décidé, le 2 mai, la création d'une commission d'enquête sur les abus et violences dans l'audiovisuel, la mode et la publicité, accordant ainsi à la demande de Judith Godrèche, après ses accusations à l'encontre des réalisateurs Jacques Doillon et Benoît Jacquot. Ancienne égarée de ce dernier, Isild Le Besco vient, à son tour, de retracer son parcours douloureux de jeune actrice dans un livre, « Dire vrai » (Denoël).

Les producteurs sont inquiets. Ils se retrouvent pris en étau entre leur approbation unanime de cette mise en cause de pratiques trop longtemps tolérées et leur angoisse de voir leurs films frappés de plein fouet. Exemple significatif : déjà mis en examen pour viol, Gérard Depardieu est, en outre, renvoyé au tribunal en octobre pour des faits présumés d'agressions sexuelles sur un tournage, en 2021. Avant même de comparaitre, l'ex-monstre sacré du cinéma français est persona non grata. Il avait enregistré l'une des voix principales du dessin animé sur la Shoah « La Plus Précieuse des marchandises », sélectionné en compétition au Festival de Cannes. Mais, à l'automne dernier, son réalisateur, l'autisme Michel Hazanavicius, lui a demandé d'accepter que sa voix soit effacée et remplacée par celle de Grégory Gadebois. Et cela au nom de l'intérêt supérieur de cette production, dont le budget dépasse 12 millions d'euros et sur lequel ont travaillé plus d'une centaine de collaborateurs pendant quatre ans.

Certains films se retrouvent aujourd'hui au « frigo ». « Belle », par exemple, adaptation d'un roman de Simenon réalisée par Benoît



Jacquot, avec Charlotte Gainsbourg et Guillaume Canet. Le tournage vient d'être terminé, mais aucune date de sortie n'est fixée. Situation similaire pour « C'É », de Jacques Doillon, achevé depuis 2021, qui devait sortir le 27 mars dernier. Son distributeur, Jean-Fabrice Jannaud (société Les Associés écoscop), en janvier, a nié l'accusation. « En janvier, on a engagé des frais de sortie importants à notre échelle. C'est de l'argent définitivement perdu, et cela nous fragilise. Le film se retrouve gelé, et cela nuit aussi à ses acteurs, alors que Jacques Doillon n'est pas jugé et qu'il s'est défendu point par point sur les accusations portées par Judith Godrèche.

Mauvaise chute
Depuis février, le cinéaste André Téchiné, lui, fait l'objet d'une plainte pour harcèlement sexuel déposée par l'acteur Francis Renaud, qui lui reproche « une carresse sur la main, il y a un quart de siècle. » Si l'âge n'a eu que ça, ce n'est pas susceptible d'être qualifié - pénalement, avertit le procureur d'Orléans, qui appelle à « ne pas jeter l'opprobre » sur le cinéaste. Pourtant, la sortie des « Gens d'à côté », le dernier long métrage de Téchiné, initialement prévue cette semaine, a été décalée au 10 juillet. Une productrice s'émue : « Vu que les financements par les télévisions et les distributeurs ne sont venus que deux mois après la sortie en salles, une sortie différée a de lourdes conséquences financières, sachant que l'argent avancé par les producteurs

leur est escompté avec de forts taux d'intérêt. » Si les films ne sortent pas, « c'est une catastrophe » économique pour les sociétés concernées. Cela ne console pas pour autant les victimes de violences.

Passé entre les gouttes, « Anatomie d'une chute », après sa Palme d'or, n'a pas souffert du fait que Samuel Theis ait été accusé d'abus drogué et violé l'un de ses techniciens, dans la nuit du 20 novembre 2021, en marge du tournage de son film « Je le jure ». Après concertation avec les équipes, sa productrice, Caroline Bonnamarchand, avait toutefois décidé de confier le réalisateur dans un lieu « sûr » d'où il a dirigé son tournage en vidéo et via ses assistants. Paradoxe, cette professionnelle engagée, amie de Judith Godrèche et membre du collectif féministe 50/50, s'est vue « étiquetée "productrice du violateur", déplore une sommée du cinéma français. Caroline Bonnamarchand s'en défend : « Je me suis retrouvée très seule, et nous avons dû trouver une solution technique inédite pour mener à bien le tournage. Mais, aujourd'hui, renoncer à sortir le film reviendrait à dire du côté de l'opprobre. Alors que nous avons tout fait pour régler correctement la situation. » Et de plaider pour ne « pas mettre dans le même panier les différents films abîmés », dit Doillon, Jacquot, Téchiné, Theis, ce sont des histoires différentes. Dans la foulée, avec deux autres conseillers, Bonnamarchand a créé un

groupe de travail qui annonce des « propositions concrètes » pour juin. De son côté, le Centre national du cinéma, en concertation avec les syndicats de producteurs, opte sur une nouvelle prime d'assurance couvrant le risque financier spécifique d'interruption de tournage pour violences sexuelles. Cela n'empêche pas les professionnels du secteur d'être minés par les bruits de nouvelles révélations. Alain Attal, 42 films au compteur - dont « L'Amour est... » de Gilles Lellouche, en compétition à Cannes - relativise le risque : « Ce n'est pas une épidémie de Danseuses qui pèse sur les producteurs, c'est un monde nouveau qui émerge. Il est normal que les victimes aient besoin de crier, de hurler ce qu'elles ont vu. Viendra ensuite le temps de la synthèse », Olivier Delbos, producteur de François Ozon ou de Laurent Tirard (« Le Petit Nicolas »), s'affiche tout aussi ferme : « La rumeur ne empêchera jamais d'embarquer demain tel ou tel. » Le producteur d'un film sur la sellette confie pour sa part, sous le couvert de l'anonymat : « Auront de surcroît avec tel acteur ou réalisateur, il faudrait engager une armée de détectives privés... » L'Armée des détectives, qui a déjà un scénario de thriller d'anticipation !

Baisers volés
Surtout, lorsque la justice livre ses charges, la réhabilitation tarde à arriver. Après l'abandon de sa mise en examen pour viol, Ary Abittan, acteur de « Qu'est-ce qu'on a fait au bon Dieu », vient de bénéficier d'un non-lieu, mais il ne se voit plus proposer aucun rôle au cinéma. Un producteur de renom se lamente : « Abittan a d'ores et déjà perdu trois ans de carrière, c'est injuste. Mais, si, de mon côté, j'ose faire le mannequin distingué entre un viol et les baisers volés récemment reprochés au réalisateur Philippe Lioret, je suis mort, c'est le goudron et les plumes sur les lunettes sociales ! Notre époque a perdu tout sens de la nuance... » Pas sûr : un autre film bientôt projeté à Cannes, « Maria », de Jessa Palud, raconte comment l'actrice Maria Schneider a été marquée au fer rouge, au site durant, pour la fameuse étreinte de son amie qui lui fut imposée par Bertolucci et Brando sur le tournage du « Dernier Tango à Paris ». Voilà qui devrait nourrir les débats sociaux sur les violences sexuelles dans le cinéma. Or ce film a été financé par la société d'un certain... Philippe Lioret.

Vous avez dit nuance ?

David Fontaine

LES ÉTUDIANTS SE MOBILISENT POUR GAZA...



Un expert de la com' condamné

PROPOS racistes, anti-émigrés, homophobes, sexistes... Telles étaient les gentillesses qui visaient Céline Mas, ex-directrice générale d'Occurrence, avant son licenciement. Ce bureau d'études, filiale de l'Ilop, se vante d'être expert en communication d'entreprise. Pour être à-t-il un peu négligé la sienne ? Le 27 mars, en tout cas, la cour d'appel de Paris a ordonné la réintégration de Mas et condamné Occurrence à lui verser des dommages qui, selon son avocat, pourraient dépasser le million d'euros.

Dame du Slack

Tout commence le 12 juillet 2019. Céline Mas, alors numéro deux d'Occurrence, découvre un flux incessant d'échanges très frais entre salariés sur le fil Slack - le réseau interne de l'entreprise. Nombre de propos insultants la visent. Certains se prennent à son physique. D'autres salarient égratignent leurs voisins. Au sujet d'un membre de l'équipe plurité âgé, un employé ricane : « Gérontophobe fasciste, c'est mieux que gérontophilie. » A propos d'une collègue gay, un cadre écrit : « Elle t'encule à sec avec du verre pilé. » Plus loin, une humoriste évoque

ainsi la petite fille, tout juste née, d'une conserve. « C'est Adolphe (L...), cette petite va faire fuir... » Les messages, en majorité blessants ou injurieux, se succèdent en moyenne toutes les deux minutes. Boulevardier, Mas contacte l'un des auteurs : silence radio. Elle alerte alors Assaf Adary, le patron d'Occurrence. Après quelques jours de réflexion, celui-ci qualifie ces salades de « blagues potaches ou de mauvais goût ». Scandalisée de voir l'affaire ainsi minimisée, la numéro deux rédige une alerte détaillée sur le fondement de la loi Sapin 2. Peu après, elle est licenciée. Et de commenter : « C'est moi qui perds mon job, et les auteurs de ces horreurs, eux, s'en sortent avec un simple rappel à l'ordre... »

Céline Mas a gagné en première instance (réintégration, 50 000 euros) au procès d'hommes, mais elle fait appel pour obtenir davantage. A quelques jours du délibéré de la cour, Assaf Adary protestait auprès du « Canard » : « Vous croyez que j'aurais accepté chez moi des messages antisémites ? J'ai simplement voulu me séparer de Céline Mas parce qu'elle ne correspondait plus à la feuille de route. » Il est dur, de la feuille ?

Louise Colvert

Le "plan stup" ? Un vrai pétard mouillé ! L'Ifremer prend l'eau

ME ME au sein du gouvernement, l'insécurité règne ! Gérard Duranien vient de se faire jurer le dossier des stup par... Gabriel Attal, qui estime que la lutte contre les trafics via le réseau social est une priorité. La question de laisser au ministre de l'Intérieur un budget de 3,5 milliards d'euros et fait vivre clandestinement au moins 200 000 personnes en France. Résultat : le « plan stup » promis en mars est... en plan !

La commission d'enquête sénatoriale sur le narcotrafic n'est en tout de même procuré une version. Et le contrat n'est pas brillant. Selon son président, Jérôme Duranien (PS), il est même « faiblard ». « De la poudre aux yeux », ajoute le rapporteur, Etienne Blanc (LR). Le document en question tient

en 11 pages et 30 propositions, parmi lesquelles : renforcer l'action de Tracfin, l'agence de renseignement de Bercy, ou « lutter contre les trafics via le réseau social ». Il faut au moins avoir inventé la poudre pour imaginer ça !

Doublon à la détente
Dans leur rapport de 600 pages, qui doit être rendu public le 14 mai, les sénateurs déplorent le « manque de vision globale » de l'exécutif, qui traque le petit dealer de rue plutôt que les têtes de réseau. Les parlementaires dénoncent l'absence de réelle coordination « entre les différents services et administrations chargés d'éradiquer le narcotrafic. Ainsi, les poulets de l'Office anti-stupéfiants (Ofas), désignés « chefs de file » dans la lutte contre la came par le plan

de 2019, ne sont pas systématiquement saisis des affaires en cours par les juridictions spécialisées. Quitte à « doubler », le parquet de Marseille a même créé sa propre structure de coordination. Il se méfie des files ?

Durmanien a lui-même fait l'expérience du manque d'efficacité de sa boutique. « Lors d'une réunion avec tout le monde qui s'organise en comité de crise à Paris, a-t-il raconté au Sénat, l'Ofas a découvert qu'il y avait cette structure. » La place nette ? A Marseille, ce n'est pas normal.

En dépit de ce constat, le ministre de l'Intérieur a demandé à la DGSI d'aller à la pêche aux renseignements, en matière de stupéfiants, de la place nette pour le territoire. Noté ça alors que l'Office dispose de sa propre structure de rensei-

gnement et que le plan de 2019 a créé, partout en France, des cellules de renseignement opérationnelles sur les stupéfiants (Crosa), lesquelles restent, selon l'optimisme en cours chez les files, « assez perfectibles ». Stupéfiant ! Les traitants ne se plaindront pas de ces concurrences de services. Tant que les poulets se battent entre eux, au moins, ils ont le pain.

Didier Hassoux



LES DROITS DE L'HOMME DU KREMLIN ÉVIDEMMENT

HUBERT a 6 ans, et ses parents ne sont plus de ce monde. Depuis, Sophie, sa tutrice, s'occupe de lui au quotidien et Véronique, sa grand-mère maternelle, se débat avec « tous les aspects administratifs, financiers, fort nombreux et compliqués », pour assurer sa protection et son avenir. Le 2 mai 2023, Françoise, sa grand-mère paternelle, se rend à l'agence de Lille (Nord) de Malakoff Humanis, sa tutelle, pour déposer un dossier de demande de pension de réversion - Hubert a droit à une partie de la retraite dont ses parents auraient dû bénéficier. Surtout, elle veut pouvoir exposer clairement la situation complexe, qui n'est pas prévue dans les petites cases à cocher. L'agent d'accueil n'a pas le temps de l'écouter. Sept mois

plus tard, le 12 décembre 2023, Malakoff Humanis envoie un courrier à Sophie et Véronique. La jeune femme oublie de répondre. Un mois plus tard, Véronique, la grand-mère, reçoit une relance. La demande est laconique, terriblement automatique. Pour compléter le dossier, deux pièces complémentaires sont nécessaires : l'avis

de la campagne 2024 du « Pour l'Europe », et un avis de l'Agence d'Europe, qui devait le mener jusqu'à Clipperton, a été repoussée aux calendes grecques. Bonne chance pour expliquer l'état de l'Etat, financer que le vaisseau amiral n'a pas rempli ses objectifs qu'il manquait de l'huile dans les batteries.

Letton est donné

Genavir pensait aussi avoir décroché le gros lot, en 2021, en assurant, pour 12,5 millions d'euros et jusqu'en 2027, l'exploitation du tout nouveau bijou océanographique belge, le « Belgica ». Sauf que l'administration belge du droit du travail, montée à bord du vaisseau, a décidé, en décembre, est redescendue sur le quai avec des soupçons de pratique de dumping social. Huit marins lettons se trouvaient à son bord pour assurer les manœuvres, flancés de contrats pas en règle avec la convention maritime du travail. Les Lettons ont été débarqués et remplacés. Problème : un maron letton, c'est 140 euros net par jour ; un français, presque fois plus, assure une source de l'Institut. Manœuvre est toujours trop grande pour l'Ifremer.

J.-L. L. T.

Ménard risque l'expulsion... de sa mairie

ALORS qu'il réclame plus d'autorité à longueur d'interview, le très droitier Robert Ménard passe son temps à contourner les règles. Depuis son élection à la mairie de Béziers, en 2014, il s'est mué en multirépublicain. Dernier exemple en date : le 23 avril, il est entendu par la

PJ pour avoir refusé de marier un couple, au prétexte que l'homme se trouvait sous le coup d'une obligation de quitter le territoire. Or « les textes sont très clairs : il aurait dû les marier », assure l'avocate du maire, qui a reconnu lors de son audition, mais cela ne l'a pas dissuadé. Il s'expose

à 75 000 euros d'amende et à la révocation de son mandat. Depuis, Ménard a commencé à bien le connaître. Le 25 avril, encore la cour administrative d'appel de Toulouse confirmant que l'installation de sa crèche catho dans la mairie était illégale. Ménard s'entête à en monter une à chaque Noël depuis 2014, malgré huit décisions administratives le lui interdisant. Autres faits d'armes : Sa controverse mesure de fichage génétique des chiens a été annulée par la cour administrative d'appel de Marseille, en novembre 2016, ce qui ne l'a pas empêché d'instaurer des prélèvements ADN canins dans sa commune en 2023.

Le 15 mai, le pègre a encore rendez-vous au tribunal administratif de Montpellier pour avoir décrié, le 23 avril, un couvre-feu pour les mineurs de moins de 15 ans. Son arrivée de 2014 avait été blackboullée en 2018 par le Conseil d'Etat, la mairie ayant même été condamnée à verser 5000 euros à la Ligue des droits de l'homme. Quelle injustice pour ce partisan de l'ordre !

Y. V.





L'ENFANCE DE LARD

En Allemagne aussi, les normes exaspèrent les éleveurs. Selon « l'Opinion » (2/5), « entre 2013 et 2023, le pays a perdu un quart de son troupeau porcin et environ un tiers de ses truies ».

Entre autres causes de la désertion de cette filière, les investissements nécessaires « pour offrir plus d'espace aux truies », et des subventions conditionnées « à la présence d'une proportion de porc à la queue non coupée » (lire « Confit » ci-dessous).

Répétés pour leur art du compromis, les partenaires sociaux arrivent bien à couper la queue en deux...

EN 2017, XI JINPING N'AVAIT PAS AIMÉ ÊTRE CARICATURÉ EN WINNIE L'OURS...

« ET MACRON QUI ME RÊLOUT DANS LES PAGES DE RÉINTRODUCTION DE L'OURS... »



DE RETOUR PAR MINOU

Les chats aiment les cartons, c'est bien connu, mais peut-être pas au point de parcourir plus de 1 000 km enfermés dans des boîtes.

C'est pourtant la mésaventure survenue à Galeano, une chatte de l'Utah, qui avait disparu de son domicile (l'« Union », 4/5) : elle a été retrouvée « une semaine plus tard... en Californie, à plus de 1 000 km de chez elle, [par] un employé d'un entrepôt d'Amazon ». Sa propriétaire avait renvoyé un colis à l'expéditeur, « avec sa chatte, qui s'était discrètement glissée dans le carton ».

Bien sûr, le remède est « Chat boîte » : « Le Chat poste » ?

AGUA CA RIME ?

Comment remplir des piscines dans un département « Pyrénées-Orientales », soumis à des restrictions d'eau ? Tout simplement en allant se fournir dans les régions voisines, comme l'explique « Libération » (3/5). Voir dans le péninsulaire baroque, pourtant peu connue pour l'abondance de ses réserves, comme l'avoue un professionnel : « On va chercher l'eau en Espagne avec des camions-citernes. On est à côté, et c'est moins cher, on en profite ».

Il ne manquait plus que le garde des Sœurs s'en mêle.



Le droit de fouissage

COMMENT SAVOIR si votre tranche de jambon provient d'un cochon heureux ? C'est la question à laquelle s'est attelée l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Pendant trois ans, quarante experts ont travaillé pour mettre au point un échantillonnage des œufs, du lait, de la viande rendant compte du bien-être animal. A la façon du fameux Nutri-Score, il informe sur la qualité nutritionnelle des produits, le système de notation proposé par l'Anses classe le niveau de bien-être de « A » à « E ». Tout ça en mobilisant huit critères qui pèsent sur le bonheur des vaches, cochons, poules ou lapins.

Sont ainsi passés au crible le contenu de la gamelle, les conditions d'hébergement, de transport, des pratiques douloureuses, pour les bovins, c'est l'écorçage, pour les poulets, le débécage, et, pour le cochon, on a l'embaras du choix : le meulage des dents, la castration, la coupe de la queue. L'échantillonnage permettra de savoir non seulement si l'éleveur a utilisé ou non des techniques barbares, mais aussi si l'animal a pu exprimer ses « besoins comportementaux » : comprenez, le broutage pour les ruminants, le picage pour les

Agathe, la cocotte qui empoisonne les Macron

DISCRÈTEMENT installée à l'Élysée depuis six ans, Agathe fait jaser la presse pipole. Agathe ? C'est la poule du Président. L'hebdomadaire à scandales « Ici Paris » (30/4) a traqué « les petits secrets de l'Élysée » jusqu'à la poulaille présidentielle. Scoop : la poule rousse, offerte à Macron au Salon de l'Agriculture 2018, produit toujours des œufs frais. Dont le couple Macron pourrait donc profiter au p'tit déj. « Un luxe à Paris », s'emballe le magazine, qui aurait plutôt dû écrire « un risque à Paris » !

Car, depuis novembre dernier, consommer les œufs de son poulaille de jardin est très officiellement déconseillé dans la capitale et dans 418 communes de l'agglomération par l'Agence régionale de santé (ARS). La raison ?

De l'art ? Non, des détritus !

ICI, un dragon de plusieurs mètres de hauteur en roues de vélo. Là, 365 petites danseuses en métal qui côtoient une vieille Cadillac plantée dans le sol. Plus loin, un banc pour géants, une Mobyette prise dans les branches d'un chêne, une œuvre représentant la High Line de New York, le parc urbain au suspense du construit sur une ancienne ligne ferroviaire, qui fera à terme 50 mètres de longueur, 2 mètres de largeur et 9 de hauteur. Et, partout, des arbres et des fleurs en métal rouges, jaunes, bleus.

Bienvenue dans la Magic Hortus (« jardin magique ») de François Aïx, artiste sculpteur de 60 ans. Il a dû déménager sur un terrain de 4 ha à 40 km au nord de Poitiers, près du petit village de Verneuil (Vienne).

Ancien ébéniste, céramiste et libraire spécialisé dans les ouvrages anciens (il s'honore d'avoir eu pour clients François Mitterrand ou Umberto Eco), le sculpteur s'acharne jusqu'à quinze heures par jour sur des bouts de métal qu'il récupère ou qu'on lui apporte. Son art, qui regorge de ferraille et de vieilles bagnoles, fait partie des environnements visionnaires, au même titre que celui du Facteur Cheval. « J'habite sur place, c'est ouvert cela à une forêt qui n'en finit plus de m'inspirer. Je suis comme un arbre, je suis défendu, dans les années 2000, contre un projet de parc d'attractions, le Naturoparc,

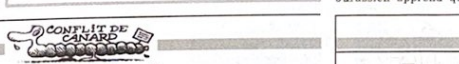
Sculpture déconstruite

Mais, le 14 mars, palatras ! neuf gendarmes, deux représentants du parquet de Poitiers et un inspecteur des installations classées déboulent chez l'artiste. Ils agissent dans le cadre d'une opération « Territoire propre » (équivalent de « Place nette », sauf que, là, on ne vise pas le trafic de stupéfiants mais d'environnement). Leur rapport est assommant : les sculptures de François Aïx ? « Des déchets métalliques ». L'immense aède de matériel, de livres, et de bouts de chaudière stockés sous un hangar, dont une partie appartient à des troupes de cirque ? « Des déchets combustibles ». La quinzième de vieilles bagnoles présentes çà et là sur le terrain, dont

Volontaire pour le martyre... olympique

Il était vraiment pas de Abol ! En 1988, l'athlète suisse Fabien Niederhäuser, spécialiste du 110-mètres haies, rate sa sélection pour les Jeux olympiques de Séoul. Mourir à deux centimes de son rêve olympique, c'était dur, se souvient-il dans « L'Express » (12/4). Toujours battant, il tente alors de se qualifier pour les JO d'hiver, en 1992, à Albertville, en bobine forte qu'il trébuche, et la machine s'élance sans lui. Le pilote, ne maîtrisant plus la trajectoire, finit alors dans le décor. (encore) du rêve olympique.

Sauf que, récemment, le jurassien apprend que le



Le plastique, c'est dramatok

L'IVOIRE, l'ébène, l'acier, l'aluminium ou le caoutchouc, tout ça, jadis, pas facile à travailler. Tout au long du XIX^e siècle, l'homme cherche des substituts. En 1909, un chimiste belge invente en effet de reproduire ses colorés, 100 % synthétique. C'est un dérivé du pétrole. Elle a quelques précurseurs. Par exemple, Cellulose. Elle aura de multiples successeurs : PVC, silicones, polystyrènes. Légers, tous usages, pas de pourriture, ils ont permis de submerger le monde.

1979, date historique : la production de plastique dépasse celle de l'acier, le matériau emblématique de la révolution industrielle (1). Quasiement indétruite, il met des centaines d'années à se décomposer. Le voilà qui se promène désormais partout. Au sommet de l'Everest. En plein Pacifique, où il forme un océan d'ordures marines. On trouve partout des débris de plastique, des microplastiques toxiques de

CRISE DU LOGEMENT SOCIAL



Tempête autour d'une île flottante

PROMIS-JURE, Canua Island n'allait jamais voir le jour ! Impossible que cette « île flottante nomade » de pas moins de 1 750 m² sur deux niveaux, posée sur une immense catamaran, se promène au large de Mandelieu-la-Napoule (Alpes-Maritimes). Impossible que jusqu'à 400 personnes viennent y déjeuner, y picoler, y bronzer, y danser et même y dormir. « Nuisances sonores », « pollution visuelle », « impact sur l'écosystème marin... ». Ecolos, riverains, élus, gouvernement, tous étaient contre (« Le Canard », 31/5/23).

Pour Renaud Muselier, le président de la région Paca « une aberration écologique » (« Nice-Matin », 31/5/23). Pour Hervé Berville, secrétaire d'Etat chargé de la Mer, « un projet ni fait ni à faire » (« Le Monde », 10/6/23). D'ailleurs, Julie Creuseveau, alors chef de cabinet de Christophe Béchou, notait en avril 2023 que le gouvernement « [était] clairement positionné défavorablement au développement dans la mer territoriale d'activités commerciales, privées, notamment d'hôtellerie-restauration ».

Oui mais voilà, en août, en novembre, décembre, le ministre administratif de Nice a demandé l'Etat à délivrer la permis de navigation et le permis d'armement qu'il refusait jusque-là aux anciennes gloires des sports nautiques

Cap ou Paca ?

En revanche, pas un mot sur les risques pour l'environnement. Donc c'est parti pour Canua Island ? Pas à Canua Island, mais à Canua Island devra se conformer aux arrêtés préfectoraux et demander une autorisation de mouillage au préfet maritime », explique au « Canard » Pierre-Louis Josselin, capitaine de frégate et porte-parole du préfet maritime de la Méditerranée. Mais, pour l'instant, « aucune demande n'a été transmise ».

Le dernier L'Etat va-t-il rester sur ses positions écolos ? ou bien, au nom du sacro-saint développement économique, acceptera-t-il cette demande ? Pour le moment, la plateforme attend, sagement ancrée à La Seyne-sur-Mer.

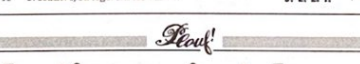
La tension sociale avant les JO



Il devra être disponible « de 8 heures à 20 heures, cinq jours sur sept ». Manque plus que la casquette ! Deux semaines de congés non payés, un repos chaudière par jour et, comme nouveau logement, une coloc pour un canapé-lit à 4500 euros. Toujours à ses frais.

Ce n'est que lorsqu'il apprend qu'il devra « entretenir et laver les bagages, sans même pouvoir assister à la moindre compétition », que l'ex-champion ténor l'éponge, sans amertume. « Quand je vois la situation politique en France et les risques d'attentat, je me dis que je ne serai pas plus mal à la maison ».

Moralité : on ne devrait jamais quitter son canton ! J.-L. L.



Le droit de fouissage

COMMENT SAVOIR si votre tranche de jambon provient d'un cochon heureux ? C'est la question à laquelle s'est attelée l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Pendant trois ans, quarante experts ont travaillé pour mettre au point un échantillonnage des œufs, du lait, de la viande rendant compte du bien-être animal. A la façon du fameux Nutri-Score, il informe sur la qualité nutritionnelle des produits, le système de notation proposé par l'Anses classe le niveau de bien-être de « A » à « E ». Tout ça en mobilisant huit critères qui pèsent sur le bonheur des vaches, cochons, poules ou lapins.

Sont ainsi passés au crible le contenu de la gamelle, les conditions d'hébergement, de transport, des pratiques douloureuses, pour les bovins, c'est l'écorçage, pour les poulets, le débécage, et, pour le cochon, on a l'embaras du choix : le meulage des dents, la castration, la coupe de la queue. L'échantillonnage permettra de savoir non seulement si l'éleveur a utilisé ou non des techniques barbares, mais aussi si l'animal a pu exprimer ses « besoins comportementaux » : comprenez, le broutage pour les ruminants, le picage pour les

QUASI SANS PRÉPUCÉ

Dans un portrait consacré au sociologue Gilbert Bou Joudé, « Libération » (6/5) évoque le « gland de lait », une « légende urbaine circulant chez les adolescents » selon laquelle « l'excrément du pénis tomberait à la puberté, remplacé par un « gland de sagesse » ».

Ah, ces ados ! Ils croient tout savoir sur le gland, alors qu'ils sont surtout experts en glands...

DRÔLES DE ZIGS

LOUIS DE BOURBON, duc d'Anjou, considéré comme le successeur légitime des rois de France, a donné au journal espagnol « El Mundo » (26/4) une interview que nos voisins ibériques ont eu du mal à digérer.

L'arrière-petit-fils (par sa mère) du Caudillo y déclare en effet : « L'œuvre de mon arrière-grand-père Franco est toujours là, et nous tirons encore profit de ses réussites ».

Encore un qui a abusé du Bourbon...

La tension sociale avant les JO

Il devra être disponible « de 8 heures à 20 heures, cinq jours sur sept ». Manque plus que la casquette ! Deux semaines de congés non payés, un repos chaudière par jour et, comme nouveau logement, une coloc pour un canapé-lit à 4500 euros. Toujours à ses frais.

Ce n'est que lorsqu'il apprend qu'il devra « entretenir et laver les bagages, sans même pouvoir assister à la moindre compétition », que l'ex-champion ténor l'éponge, sans amertume. « Quand je vois la situation politique en France et les risques d'attentat, je me dis que je ne serai pas plus mal à la maison ».

Moralité : on ne devrait jamais quitter son canton ! J.-L. L.

Le droit de fouissage

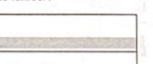
COMMENT SAVOIR si votre tranche de jambon provient d'un cochon heureux ? C'est la question à laquelle s'est attelée l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Pendant trois ans, quarante experts ont travaillé pour mettre au point un échantillonnage des œufs, du lait, de la viande rendant compte du bien-être animal. A la façon du fameux Nutri-Score, il informe sur la qualité nutritionnelle des produits, le système de notation proposé par l'Anses classe le niveau de bien-être de « A » à « E ». Tout ça en mobilisant huit critères qui pèsent sur le bonheur des vaches, cochons, poules ou lapins.

Sont ainsi passés au crible le contenu de la gamelle, les conditions d'hébergement, de transport, des pratiques douloureuses, pour les bovins, c'est l'écorçage, pour les poulets, le débécage, et, pour le cochon, on a l'embaras du choix : le meulage des dents, la castration, la coupe de la queue. L'échantillonnage permettra de savoir non seulement si l'éleveur a utilisé ou non des techniques barbares, mais aussi si l'animal a pu exprimer ses « besoins comportementaux » : comprenez, le broutage pour les ruminants, le picage pour les

Le droit de fouissage

COMMENT SAVOIR si votre tranche de jambon provient d'un cochon heureux ? C'est la question à laquelle s'est attelée l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Pendant trois ans, quarante experts ont travaillé pour mettre au point un échantillonnage des œufs, du lait, de la viande rendant compte du bien-être animal. A la façon du fameux Nutri-Score, il informe sur la qualité nutritionnelle des produits, le système de notation proposé par l'Anses classe le niveau de bien-être de « A » à « E ». Tout ça en mobilisant huit critères qui pèsent sur le bonheur des vaches, cochons, poules ou lapins.

Sont ainsi passés au crible le contenu de la gamelle, les conditions d'hébergement, de transport, des pratiques douloureuses, pour les bovins, c'est l'écorçage, pour les poulets, le débécage, et, pour le cochon, on a l'embaras du choix : le meulage des dents, la castration, la coupe de la queue. L'échantillonnage permettra de savoir non seulement si l'éleveur a utilisé ou non des techniques barbares, mais aussi si l'animal a pu exprimer ses « besoins comportementaux » : comprenez, le broutage pour les ruminants, le picage pour les



Le droit de fouissage

COMMENT SAVOIR si votre tranche de jambon provient d'un cochon heureux ? C'est la question à laquelle s'est attelée l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses). Pendant trois ans, quarante experts ont travaillé pour mettre au point un échantillonnage des œufs, du lait, de la viande rendant compte du bien-être animal. A la façon du fameux Nutri-Score, il informe sur la qualité nutritionnelle des produits, le système de notation proposé par l'Anses classe le niveau de bien-être de « A » à « E ». Tout ça en mobilisant huit critères qui pèsent sur le bonheur des vaches, cochons, poules ou lapins.

Sont ainsi passés au crible le contenu de la gamelle, les conditions d'hébergement, de transport, des pratiques douloureuses, pour les bovins, c'est l'écorçage, pour les poulets, le débécage, et, pour le cochon, on a l'embaras du choix : le meulage des dents, la castration, la coupe de la queue. L'échantillonnage permettra de savoir non seulement si l'éleveur a utilisé ou non des techniques barbares, mais aussi si l'animal a pu exprimer ses « besoins comportementaux » : comprenez, le broutage pour les ruminants, le picage pour les

Le Cinéma

Un jour file

(Hermaphrodite donc !)

EN PLEIN XVIII^e siècle, la vie et les souffrances d'un jeune hermaphrodite, né fille mais rhabillé en garçon de son village, qui constate que la « voie de son désir » le porte vers le beau sexe. Puis condamné, lors d'un procès, pour avoir « profané les lieux sacrés du mariage » en épousant une femme... De l'innocence du siècle des Lumières, entre plaidoyer pour la tolérance et contradictions de l'Eglise et de la justice.

A la fois chercheur en philo et réalisateur, Jean-Claude Monod - déjà auteur du singulier moyen-métrage « Augustine » (2003), consacré à une patiente de Charcot - s'inspire ici d'un cas authentique exhumé par Michel Foucault dans son cours de 1975 au Collège de France sur « Les anormaux ».

Il en tire un film sensible, lumineux, aux costumes et aux décors choisis, qui fait la part belle au sentiment de la nature et aux tableaux du XVIII^e siècle. La caméra suit le mystère, notamment au cours d'une très belle scène de nuit de noces où l'épouse découvre la nature de son mari.

Le film fait bien sûr écho au sort actuel des transgenres et de leurs familles, tout comme aux récentes controverses sur le mariage homosexuel. Révélé par ce premier rôle, Marie Toscan irradie, avec son jeu délicat,



son flottement ambigu et son regard magnétique, au point de faire oublier ses quartiers de noblesse cinématographique (elle est la petite-fille de Daniel Toscan du Plantier et de Marie-Christine Barraud). Mais les seconds rôles ne lui cèdent en rien, d'ailleurs. Le Besco, en mère tourmentée, à Thibault de Montalembert, en avocat éclairé.

Une « actrice » est née, selon le nouveau mot « dégené » en vogue dans la profession.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

La Mémoire éternelle

Toute sa vie il fut un journaliste engagé contre la dictature de Pinochet, un homme debout, et, pourtant, cinq ans avant sa mort, Augusto Góngora a autorisé la documentariste chilienne Maite Alberdi à filmer son dernier combat, perdu d'avance, contre la maladie d'Alzheimer.

Il y a quelque chose de sublime dans ce choix, mais aussi dans la lutte que mène, en ces côtes sa femme, Paulina, en ramenant sans cesse la flamme des souvenirs et du sentiment. Résultat : un film puissant, nommé à l'Oscar du meilleur documentaire. - A.S.M.

Drôles de guerres

« Film annonce du film qui n'existera jamais : Drôles de guerres ». Sous ce titre complet dont la première partie est retournée, Jean-Luc Godard livre un film de vingt minutes, l'aper-

çu d'un scénario en cours, qu'il entend tirer du livre de Charles Plancier « Faux passeports » (1937), écrit en pleine guerre d'Espagne.

C'est un film-carnet de notes en écho à toutes les guerres, y compris à venir, un brouillon que Godard a délibérément laissé tomber de sa table de travail avant de choisir le suicide assisté, en septembre 2022. Un assemblage d'images de sens et de citations souvent profondes, entre musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

lencieuse, et musique ample et si-

Lettres ou pas Lettres

Ranimez la flamme littéraire !

Dans « Les Jeux olympiques de littérature », Louis Chevallier raconte l'histoire vraie d'épreuves disparues. Rendez-les-nous !

EN 1894, Pierre de Coubertin mit la barre très haut : « Mesdames, les Olympiades ne sont pas de simples réunions d'athlètes. Le sport doit former des esprits sensibles au Bien et au Beau, des chevaliers sans peur ni reproche ». Vaste programme !



Pour trois des modèles, le baron regarde du côté du Royaume-Uni, vers ces collègues où les garçons de bonne famille cultivent « un corps sain dans un esprit sain ». Il n'est pas le seul à prôner la perfection de la race.

En 1912, à Stockholm, l'Ode au sport, qui décroche la médaille d'or dans cette dernière discipline, est signée d'un curieux tandem : Georges Hohnd et Martin Eschbach. Derrière ces pseudonymes se cache un seul bonhomme : Pierre de Coubertin. Les jurés étaient au courant. Entre gens de bonne compagnie, on savait faire muser-muser.

En 1924, aux Jeux de Paris, cela ne rigole plus. Les épreuves artistico-littéraires sont notées par un jury haut de gamme, composé de Maurice Barrès, de Paul Claudel, de

Paul Valéry de Maurice Maeterlinck, d'Anna de Noailles, de Gabrielle d'Annunzio. Surprise : son président est Jean Richepin, poète bohème des années 1870. Son recueil « La Chanson des gueux » lui valut en 1876 un mois de prison pour outrage aux bonnes mœurs. Depuis, il a mis de l'eau dans son absinthe. Parmi les 32 concurrents, aucun écrivain d'Asie ou d'Afrique, quatre seulement venus des Amériques. Excepté Henry de Montherlant, ce sont des inconnus qui le sont restés. Le vainqueur est français, il

s'appelle Géo-Charles, poète bien oublié. Pour trouver le titre de son œuvre, il ne s'est pas foulé la cheville. « Jeux olympiques ».

Louis Chevallier lui reconnaît quelque talent, mais sans nous convaincre (« Le ciel est rayé de bleu marine et blanc/Comme le maillot de mon ancien club »). Au moins, on est sûr qu'il n'était pas dopé. Malgré ce mauvais départ, les olympiades « du muscle et de l'esprit » continuèrent leur discrète carrière à Amsterdam, en 1928, à Los Angeles, en 1932, à Berlin, en 1936. Dernière édition : les JO de Londres, en 1948. Mais l'idée n'est pas morte, elle figure dans la charte olympique. En 1968, aux Jeux de Mexico, un symposium de « sculpture monumentale » réunit Calder, Vasarely et Dalí, lequel expose l'« Athlète comique », une commande du régime franquiste.

Et Paris, en cette année 2024 ? Rien, nada, pas le moindre petit poème à se mettre sous la dent ! Ni ode ni haïku ! Du muscle mais pas d'esprit ! La race des géants a du plomb dans l'aile.

Frédéric Pages

Grasset, 272 p., 20 €.

Il en faut peu...

La Vie heureuse de David Koehn

TOUT commence par une page Facebook ouverte par une ancienne camarade de classe. Si cette initiative aurait pu paraître pathétique, elle prévient l'auteur. Mais non, mais non, elle l'étonne point du tout ! La preuve : grâce à cette facette du destin, Eric Kherson va retrouver Anne-Mortiers, une copine de classe « partie poursuivre des études à Paris, jusqu'à intégrer l'ENA », qui travaille maintenant pour Macron. Ensemble, ils vont découvrir le bonheur et l'enfer. En fin de compte, ce n'est pas le voyage qui importe, mais la destination, et que tout va la cruche à l'eau, etc.

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

heures, pour les non-an-

LE TEMPS D'ECRAN DES PLUS JEUNES



Un drôle de Cau-co

Jean Cau, l'indocile par Ludovic Marano et Louis Michaud

« IL ne foutait rien (...). C'était une paresse élastique. Une paresse d'un très haut niveau intellectuel. Tout le monde savait qu'il traitait plus loin que les autres. »

piqués les grands de ce monde comme des hannetons sur un bouchon : Pompidou, Giscard, Khrushchev.

Pamphletaire hors pair, il a aussi écrit pas mal de

cau-neries, poursuivant de

son « négrisme Mitterrand » (« Ce

pa n'a qu'un désir, qu'il es-

prime de manière éclatante

son socialisme : foutre le camp.

« Foutre le camp de l'histoire ».

A Paris Match, il donnait

830 articles, écrivant aussi

bien sur les concours Miss

France, Chirac, Serge Larue,

Gérard Depardieu (« un mouk

à Châteauroux »), Johnny

Hallyday (« fait d'instinct et

de pagaille »), qui sur le bû-

« acheté par les Arabes », ou

passant « une journée chez les

anars ». Faut suivre.

Le pisse-copie - plus de

50 livres au compteur - devient

un as du portrait aussi

cruel que le journaliste. Mais il

savait aussi l'art du fusain. A

propos de Sartre, dont il fit la

description la plus subtile et

la plus tendre, il confia à la

fin de sa vie : « Je ne lui dois

rien, mais je lui dois tout ».

Et c'est ainsi que Cau est

grand.

Jean-Louis Le Touzet

Grasset, 334 p., 21,40 €.

FEU À VOLONTÉ : LA FLAMME OLYMPIQUE ARRIVE À MARSEILLE



La Foie aux Chépillats

Parlez-vous polcho ? de Bruno Fuligni

C'EST LA RÉVOLUTION de 1789 qui inaugura la « polcho », cet argot poli-

quards : Dans les années

1850, au Palais-Bourbon,

la salle des pas perdus fut

surnommée « la mare aux

canards », car on y ramassait

des « canards », autrement

dit des rumeurs et des con-

férences douteuses. Le go-

lot, chausseur militaire due

à Alexis Godillot, désignait,

sous Guillaie, le « puté

inconditionnel du Général,

tandis qu'un « moscatote »

prenait ses ordres on devine

ou. Plus près de nous ont

dit des rumeurs et des con-

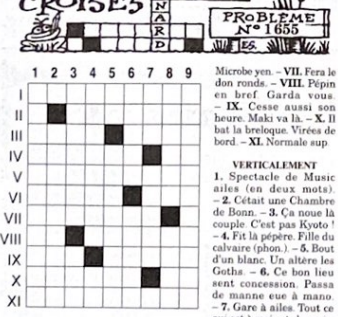
férences douteuses. Le go-

lot, chausseur militaire due

à Alexis Godillot, désignait,

sous Guillaie, le « puté

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Tu t'es vu quand t'es imb ?
II. Aller comprendre - III. Ici l'ombre de suis en Wrath
IV. Irai pêter à petite. Double
V. Pas joué - V. N'est
VI. Ménéchon pas toute ?
VII. Un rappeur très subalut est

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1654

HORIZONTALEMENT
I. CACIATRE - II. ANCIENS
III. ORIN - VEDA
IV. RELEVÉS - V. DALLA
POE - VI. OLEACIES
VII. HUES - VIII. NUS
BASERA - IX. ENDORS AI
X. EAUX - XE VIE
XI. STRESSES

VERTICALEMENT
1. COORDONNÉES
2. REALIGNAT - 3. CALLEE
DUR - 4. ANNELA. BOXE
5. TOU. RAGRE - 6. REVE
EUSSES - 7. INESPERE. VE
8. CID OSEARIE - 9. ESAIE
SAIES.

Microbe yen - VII. Fera le
don rounds - VIII. Pépin
en bref. Garda vous
IX. Cesse aussi son
heure. Maki va là - X. Il
bat la breloque. Virées de
bord - XI. Normale sup

VERTICALEMENT
1. Spectacle de Music
ailes (en deux mots)
2. C'était une Chambre
de Bonn - 3. Ça nous la
couple. C'est pas Kyoto ?
4. F. La pépère. Fille du
calvaire (phon.) - 5. Bout
d'un blanc. Un altere les
Goths - 6. Ce bon lieu
sest concession. Passa
de manne eue à mano
- 7. Gare à ailes. Tout ce
qui est à moi est chamois.
8. L'essaim Sèves en
Galice. Galop point - 9. Devoir
de vacance (en trois mots)***

ADN
Définitions transmises par
* Paul Brévier, ** Jean-Claude
Bret et *** Michel Merzier

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Un homme en fuite

Dans une petite ville des Ardennes en pleine ébullition, Johnny, l'âme de la lutte sociale, a disparu après un

braquage. Son ami d'enfance

heure fixe. Ces employés palé-



Prises de Bec

ALORS qu'une proposition de loi sur le projet de holding de l'audiovisuel public doit être débattue à l'Assemblée les 23 et 24 mai, Stéphane Sitten-Gomes, le patron des programmes de France Télé, file joyeusement la métaphore sportive. Dans « La Tribune Dimanche » (5/5), le bras droit de Delphine Ernotte sort son survêtement et son vocabulaire d'entraîneur de foot pour répéter qu'il faut construire une équipe de France de l'audiovisuel public ! En jouant collectif et en se passant davantage la balle, on peut se renforcer. Une technique de jeu qui épouse celle de Coach Dotti mais fédère très peu de supporters parmi les syndicats de Radio France, qui se sont unanimement, appelant à deux jours de grève pendant l'examen du texte dans l'hémicycle.

La balle est dans quel camp ?

● L'ACHÈTE par le médiateur tchèque Daniel Kretinsky, qui ne goûte guère son déficit et encore moins sa ligne souverainiste, « Marieanne », aiguisée des appétits très droitières. Les héritiers d'Iksandar Sato, le feu patron de « Valeurs actuelles », affichent leur intérêt pour l'hébergement de Natacha Polony, mais c'est le milliardaire libéraliste ultra-chien Pierre-Edouard Sthra, apprécié de Bolloré, qui semble le mieux placé pour le rachat. Patron plein aux as de Smarbar, spécialiste du coffret cadeau, radical persévérant, son bavard ne cache pas son envie de s'offrir le journal. Et de devenir patron de presse ?

● AU « TÉLÉGRAMME », le quotidien breton, on en a ras le biniou des pressions policières et judiciaires contre les journalistes. En témoignage ce coup de gueule (24/4) du rédacteur en chef, Samuel Petit, qui déplore pas moins de cinq convocations de reporters chez les pondérés en moins d'un an. Trois journalistes du « Télégramme » ont ainsi dû donner leurs empreintes dans le cadre d'une plainte en diffamation ! Dernier cas en date, un photographe maison, adepte des drapeaux, muni de toutes les autorisations, s'est retrouvé chez les gendarmes pour avoir pris des photos aériennes... d'une église en flammes.

Faire son métier, c'est un péché ?

Le Canard enchaîné

01 42 80 73 16

redaction@lecanardenchaine.fr

173, rue Saint-Honore - 75001 Paris

www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Marchais - Le Canard enchaîné

Capital 100 000 € (durée 99 ans)

Président, directeur de la publication Erik EMPYR

Administrateur délégué Hervé LIPPAN

Principaux associés Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO, Erik EMPYR

Jean-François JULLIARD, Hervé LIPPAN

Océane BENTAHIA-KOUIDER et des salariés du journal

Directeur de la rédaction Jean-François JULLIARD

Rédacteur en chef Jean-Michel THÉMAUD

Fondateurs Maurice et Jeanne MARECHAL

Angèle directeur R. TRENO, André RIBAUD, Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO

Impression P.O.P., Paris - Mill Print, Gallargues, C.I.L.A., Paris - Nancy Print, Diffusion France Messagerie

N° CPPA 0282 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents non utilisés ne sont pas restitués

abonnements

01 42 80 73 16

abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site : www.lecanardenchaine.fr

Par courrier : 45, avenue du Général-Leclerc 60643 Chantilly Cedex

FRANCE METROPOLITAINE 1 AN

- Formule papier 60 €

- Formule papier + numérique 84 €

- Formule numérique 58 €

- Formule intégrale 106 €

(Editor paper + numérique à la demande)

POUR LES AUTRES PAYS

Nous consulter sur rubrique FAQ sur notre site

LES CRS ENTRENT À SCIENCES-PO

C'est pas parents qui vont être vus

Walter est allemand, Erwin allemand. Tous deux sont homosexuels. C'est à ce titre qu'ils ont été envoyés derrière les barbelés, car considérés par les nazis comme « vicieux et dépravés ». Et incapables d'offrir une descendance à Reich. Un crime contre le peuplement de l'Allemagne nazie, alors que Hitler exigeait quatre enfants par foyer aryen.

« Lesbiensisme compulsif »

Longtemps, la persécution des homosexuels par le régime national-socialiste, sujet tabou, a été occultée l'histoire officielle. Face à la Shoah, sanglante, le 1% d'homos déportés n'a pas pesé lourd. Entre 5 000 et 15 000, peut-être, et 50 000 condamnés à la prison. Dans les camps, ils ont subi humiliations, castings, drapeaux comme boyages par les médecins nazis.

Si, en 1871, les rapports sexuels dits « contre nature » sont punis d'emprisonnement par l'article 175 du Code pénal, la République de Weimar reste tolérante vis-à-vis de l'homosexualité. Mieux, avec son 1,5 million d'homos, Berlin devient la capitale européenne des revues, clubs, danses et cabarets de la communauté. Et la « Chanson maure » ou « Nous aimons les nuits mauves et moites » - son hymne.

À travers la Porte d'enchaînée

Tous à l'affût !

Dans « L'Indépandant » (27/4) :

« Nous pouvons maintenant nous appuyer sur les compétences d'anciens militaires spécialistes du dressage canin ».

Grâce au dressage canin, les enquêteurs iront droit obus.

Matières à mécontentement

Sur « l'Info.fr » (27/4), ce titre, à propos de la circulation automobile :

« Des riverains plus ou moins septiques ».

Sur l'album de la Comtesse

BÊTES LISTES ET FAIBLES DÉBATS AU PIF

001 - « Je n'en doute que Macron revale. Le Maire n'est pas un héros quand il flique. » - « Le Maire manipule des fiches de chômage boursières et chiffre et brode de façon incessante. » On veut débiter sans être sûr, copier en élastique plein de tracas et filer le plus de masses en prenant un certain ton pour trancher.

LECTURES - « Ecoute sans fi-nances. Le Maire n'est pas un héros quand il flique. » - « Le Maire manipule des fiches de chômage boursières et chiffre et brode de façon incessante. » On veut débiter sans être sûr, copier en élastique plein de tracas et filer le plus de masses en prenant un certain ton pour trancher.

LU - « Un passant de Béliers, « Hâte valide » - « Le projet de la Saison raffie du Parnal. » - « Une idée fautive et le rive d'été pour l'heureux nager qui a relâché veut pêcher. » - « Cet expert en ruses déguise un porte. » - « Secours des victimes. » - « Ce gros d'Arachon raffie des croquettes. »

Comme son nom l'indique

Dans « Le Dauphiné libéré » (20/4) :

« Nous allons mener des opérations », assure le commandant Führer.

Dans « Le Monde » (27/4) :

« Véronique Leveux, adjointe chargée des seniors. »

Prises de Bec

Arnaud Lagardère

La fête à Nono

L'héritier du groupe paternel a des soucis judiciaires et un endettement personnel qui l'obligent à être très accommodant avec sa famille d'accueil, les Bolloré.

« Vincent, c'est mon père. Yannick, c'est mon frère. Il doit être modérément content, Vincent Bolloré, qui son nouveau-fils » ont mis en examen pour des abus de biens sociaux d'un montant de 80 millions d'euros. Surtout que le flic en question, Arnaud Lagardère, obligé de démissionner, fut déjà appelé de son intercession de gestion et va s'accrocher à un poste de PDG. Ce n'est pas tant la fonction qui l'intéresse que le salaire : 3,5 millions d'euros par an. Le prix du talent, sûrement.

D'aucuns disent « Nono », neuneu, mais c'est tout le contraire. Quand il s'agit de défendre ses intérêts personnels, c'est une épée, et souple, et épée. Tout le monde rigole de son soudain tournant catho-conservateur. Le voilà qui se transforme en grenouille belge en grande conversation avec la mère de sa femme, la mannequin Jade Forest. Sa belle-mère ironisait sur ses avantages attribués, saillant sous son pantalon trop moult.

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »

Arnaud Lagardère s'explique

« JE NE COMPRENDS PAS LES SOCIÉTÉS, JE NE SUIS PAS ARIEN, IL EST ARIEN, JE SUIS ARIEN »



industriel, puis les médias, mais, avant, on se livre à une distribution irrégulière de dividendes. Pour le plus grand profit de qui ? De Nono, bien sûr, mais aussi de son allié indéfectible, le Qatar, auquel Sarkozy, très présent dans les catastrophiques affaires du groupe, a consacré une convention fiscale l'exonérant totalement de l'impôt sur les dividendes.

« Arnaud a pu maintenir cette politique suicide grâce à sa maestria dans la façon de mener les assemblées générales d'actionnaires, en jouant la carte sentimentale, celle de la fidélité à « Jean-Luc », son père, en leur disant : « Le groupe vous aime », puis en mettant en avant Isabelle Juppé, qui travaillait dans le groupe, et Sarkozy », rappelle Christopher Calmann-Lévy, qui a dénoncé ces errements.

« Ben ouais, qu'est-ce que je fais, je me la coupe ! » répondit-il, hilare. Un grand moment de classe qui a estomacé tout le CAC 40. Aujourd'hui, notre nouveau Tartuffe est intar-sable sur le baptême de sa fille et sur sa « foi grandissante », ce qui amuse énormément les cadres dingés du groupe.

Magouille de bénitier

« Nono est plus malin qu'il n'est, en tout cas pas aussi riche que Bruxelles ait donné son feu vert au rachat, ce qui s'est fait en juin 2023. Si ces interventions n'ont pas été vertueuses, Bolloré risquerait une amende qui pourrait atteindre plus de 300 millions d'euros. Arnaud sert de paratonnerre, avec sa prétendue conversion au catholicisme le plus réçu, se gaussant d'un dirigeant du groupe. Il peut faire croire que lui seul qui a fait le ménage à Europe 1 et au « JDD ». Et c'est pour ce service rendu qu'il a été maintenu à un poste à 3,5 millions d'euros par an, car à part ça, expliquez-moi quelle est sa plus-value... »

Ce qu'il veut avant tout, c'est sauvegarder son avertissement en train de vie. Il y serait parvenu s'il n'avait commis des erreurs, en 2003, un erreur gigantesque. Pour montrer sa confiance dans son groupe, il rachète boucoup d'actions, au prix fort. Il n'en avait nul besoin, son père, avant lui, ayant toujours gardé le contrôle du groupe, avec 5 à 7 % des actions. Mais Nono veut montrer qu'il peut faire mieux, et s'endette à hauteur de 340 millions d'euros, tout en dépensant sans compter, « juste pour vivre comme un milliardaire, alors qu'il n'était qu'un millionnaire surdéveloppé », tacle un vieil ami de la famille.

À partir de là, tout s'enchaîne. Ses investissements dans le sport business sont une catastrophe, mais peu importe, il fait que le groupe crache, encore et encore, pour désen-tasser Nono le dépendueux. On brade EADS, les activités

Khiron de secours

Bref, les petits actionnaires se sentaient flattés d'être là. « On leur offrait un beau livre sur le groupe et une coupe de champagne, et ils votaient à 99 %, comme de gentils moutons », rigole un participant.

Aux assemblées de tous les ronds, aux journalistes un peu trop fouteurs ou aux analystes sages, Nono envoyait son âme damnée Ramzi Khiron, qui intimidait les uns et menait campagne dans Paris pour dis-crediter les autres. Pour tous ces services, et bien d'autres, Khiron est parti avec un petit chèque de 17 millions d'euros.

Et maintenant ? Nono peut compter sur le soutien de Bolloré. Il a encore des actions du groupe, et, d'ailleurs, depuis sa mise en examen, elles ont bondi. Dur pour l'égo, mais doux pour le maillot. Ça tombe bien, Jade a fléchi sur la dernière Bentley.

Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

La Réunification des deux Coréées

(La défaite de l'humanité)

NE PAS en revenir : c'est encore mieux que la première fois. La première fois, c'était début 2013, quand Pommerat a écrit, mis en scène et créé ce spectacle. Il remet ça. Avec les mêmes acteurs. Les mêmes saynètes. La même puissance visuelle. Le même accompagnement sonore. Et un changement d'écriture, tout se révèle, où tombent les masques et s'avouent les desirs.

Les autres saynètes multiples registres et personnages. On verra entre autres un tueur en série, un prêtre et une prostituée, un pendu, un fils qui part à la guerre, une baby-sitter, une femme atteinte d'Alzheimer, une SDF enceinte, et cette femme, aussi poignante qu'énigmatique, annonçant à son mari qu'elle le quitte, et s'éloigne en répétant : « L'amour ne suffit pas. » Citons les neuf acteurs, qui tous époustouflent : Saadia Bentahib, Agnès Berthon, Yannick Chohat, Philippe Frecon, Ruth Orizola, Marie Piemontese, Anne Rotte, David Sigheci et Maxime Tshibangu.

Et gratons nous la tête : douze vient que 20 coups de théâtre forment un tout orga-nique, qu'au long de ces presque deux heures de spectacle on reste subjugué, que notre jeune voisin, comme effondré, se fige

la tête entre les mains, pour à la fin applaudir à tout rompre ? Ça choque saynète fine, le noir se fait. Quelques secondes. Puis surgissent une autre disposition scénique, d'autres acteurs, d'autres (sompheux) découpages de lumière. Et soudain ce chanteur androgyne tout de blanc vêtu. Et maintenant un mystérieux ballet d'autos, tamponneuses... On sait que quelque chose se joue là, d'intime, d'essentiel. On n'en revient pas. On se promet d'y retourner.

Jean-Luc Porquet

● Au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, à Paris, jusqu'au 14/7.

Une saison de machettes

LES UNS étaient cultivateurs, les autres fonctionnaires, notamment instituteurs. La plupart n'ont eu aucun lien avec l'Inter-hamwe, ces redoutables milices impliquées dans le génocide des Tutsis, entre avril et juillet 1994, faisant près de 1 million de morts au Rwanda. Pourtant, ils étaient ce que l'on appelle des « coupeurs ». Leur parole a été recueillie dans un livre publié en 2003 par le journaliste Jean Hatfield, resté bon connaisseur du pays des Mille Collines.

Dans la mise en scène de Dominique Lurcel, un chœur composé de deux actrices, et deux acteurs et d'un musicien nous plonge dans cette tragédie à travers les yeux d'anciens génocidaires. Comment des individus aussi ordinaires ont-ils basculé dans la monstruosité ? Ces villages tutsis, que l'auteur a rencontrés en prison, décrivent des décennies de persécution contre les Tutsis, ainsi que leur vie quotidienne pendant ces cent jours d'une violence inouïe : traquer leurs proies, leur donner la mort, piller leurs biens, manger leur bétail, et puis recommencer.

Le plus troublant, c'est le contraste entre la cruauté de leurs actes et la désinvolture avec laquelle ils en parlent, comme si le bien, le mal, toute valeur humaniste et toute idée de remords avaient été effacés pour de bon. Petit conseil avant de découvrir ce sobre mais rude spectacle : visionner le documentaire « Rwanda, vers l'apocalypse » (disponible sur « France tv »), qui décrit les mécanismes ayant conduit à ce génocide.

M. P.

● Au Théâtre de l'Épée de bois, à la Cartoucherie, à Paris, jusqu'au 12/5.

Le coin coin des Variétés

FRANCE INTER : GUILLAUME MEURICE CONVOCUE PAR LA DIRECTION EN VUE DE SANCTIONS

Chère insaisissable

(Sur un air de Pougy-Pougy)

À 19 ANS, Anne-Marie débarque à Paris, fuyant un mari violent qui lui a tiré une balle dans le postérieur. Elle qui n'empêcherait pas cette beauté de devenir Liane de Pougy (1869-1950), l'une des courtisanes les plus scandaleuses de la Belle Époque. Sophie Tellier incarne avec une classe subit cette femme vétilleux mais généreuse envers les démunis, ambitieuse mais lucide sur la prostitution. De Liane, qui fut aussi danseuse, romancière et princesse, sont évoquées les amours bisexuelles, les ami-

tés singulières et les années de sa vie, fuyant un mari violent qui lui a tiré une balle dans le postérieur. Elle qui n'empêcherait pas cette beauté de devenir Liane de Pougy (1869-1950), l'une des courtisanes les plus scandaleuses de la Belle Époque. Sophie Tellier incarne avec une classe subit cette femme vétilleux mais généreuse envers les démunis, ambitieuse mais lucide sur la prostitution. De Liane, qui fut aussi danseuse, romancière et princesse, sont évoquées les amours bisexuelles, les ami-

tiés singulières et les années de sa vie, fuyant un mari violent qui lui a tiré une balle dans le postérieur. Elle qui n'empêcherait pas cette beauté de devenir Liane de Pougy (1869-1950), l'une des courtisanes les plus scandaleuses de la Belle Époque. Sophie Tellier incarne avec une classe subit cette femme vétilleux mais généreuse envers les démunis, ambitieuse mais lucide sur la prostitution. De Liane, qui fut aussi danseuse, romancière et princesse, sont évoquées les amours bisexuelles, les ami-



Le Canard enchaîné

... me faire incendier !

Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD



LA RUMEUR, mardi 30 avril, de la suppression des moyens budgétaires alloués aux heures supplémentaires dans les collèges et les lycées « et résumé comme une trahison de la communauté enseignante. Et l'insécurité est transformée en incompréhension lorsque l'on s'est aperçu que la rumeur n'en était pas une : les projets de suppressions de postes supplémentaires seront bel et bien maintenus... »

ANNOUË par Mag Ribadeau-Dumas de la nomination des quatre organes titulaires du grand organe de Notre-Dame de Paris a suscité un certain émoi dans le milieu : si certains d'entre eux sont des personnalités reconnues, dont deux étaient en poste avant l'incendie, le quatrième n'est encore qu'un simple étudiant au Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Du jamais-vu pour ce poste très convoité. Dans son communiqué (24/4), le recteur de Notre-Dame assure avoir « choisi l'étudiant en question » pour son talent prometteur.

EN VISITE EN FRANCE On lui souhaite bon courage pour tenir face aux pressions et faire sonner au mieux le grand organe de Notre-Dame, ex-merveille instrument à pistons...



LA CHRONIQUE gastronomique des « Echos Week-End » (3/5) vante les mérites d'un nouveau restaurant japonais, Hakuba, installé « au rez-de-chaussée de l'hôtel Cheval Blanc, face à la Seine », et « piloté par Arnold Damman », chef du resto très étoilé situé à l'étage supérieur du même hôtel. On s'en fiche les habines : « A peine ouvert, Hakuba fait presque figure d'institution... »

Petite précision, omise par l'auteur de cette chronique : le Cheval Blanc appartient au groupe LVMH, de Bernard Arnault, lui-même propriétaire des « Echos ». Et, pour les amateurs de gastronomie japonaise, prière de prévoir un compte en banque bien garni : les menus sont à 180, 380 et 420 euros.

Hakuba, mais pas à côté lui !



Trump seul contre la Gestapo

CES GENS dirigent « une administration de type Gestapo » a vociféré Donald Trump devant des cadres républicains dans sa villa de Mar-a-Lago, en Floride, samedi 4 mai, d'après un enregistrement révélé par la presse. Et de brocarder les procureurs qui l'accusent au tribunal de New York. « D'une certaine manière, je m'en fiche », se souciait-il de la justice de son pays comme d'une guigne ? Elle le révoque, plutôt : « Une fois que j'ai été inculpé, j'ai dit : "Putain de merde, je viens d'être inculpé !" »

Il faut dire que, contraint de comparaître pour 34 falsifications comptables visant à masquer, juste avant son élection de 2016, l'achat du silence de l'ex-star du porno Stormy Daniels sur sa liaison passée avec lui, il a encaissé une dure troisième semaine devant le tribunal de Lower Manhattan. Dès la reprise des débats, le juge Juan Merchan l'a menacé de prison s'il enfreignait de nouveau l'interdiction de critiquer les témoins et les jurés ainsi que l'équipe des juges et des procureurs. « En plus de lui infliger une amende symbolique de 9000 dollars... »

Le 2 mai a été diffusé, dans la salle du tribunal, un enregistrement datant du 6 septembre 2016, deux mois avant son élection, prouvant que Trump était au parfum des opérations financières en cours pour faire

à jamais eu d'intimité entre nous. Elle ne souhaitait pas entretenir de relations amicales.

Cette meute avec Danielle Mitterrand ? Imagine l'hebdo. « Je n'ai jamais eu de contact avec Mme Mitterrand, qui ne le souhaitait pas plus », pas plus qu'avec François Mitterrand ? tente une dernière fois « Le Figaro ». Et de rappeler la visite de ce dernier à Chamalières, en 1984. « Ex-élu contrainct de recevoir la marie : « Je n'aurais pas supporté qu'il rentre chez nous... »

« Je n'aurais pas supporté qu'il rentre chez nous... »

Comment ça ? Pasteur a inventé le vaccin contre la rage et Anne-Aymone, à 91 ans, dans sa rose, à prendre antidote contre le poison.

J.-L. L. T.

Tout feu, tout flamme

LA FLAMME olympique tiendra-t-elle le coup ? S'étendra-t-elle ? Vacillera-t-elle ? Embarquée sur le « Belem », elle arrive à Marseille ce mercredi 8 mai. Elle va parcourir la France pendant 80 jours. Traverser pas moins de 200 villes. Portée par 11000 relayeurs.

Certes, elle est conçue pour résister au vent, à la pluie, à la neige, grâce à la carouche de gaz dissimulée dans le manche de la torche. Mais il y a les gens. Les vrais gens devant qui elle promènera son message de paix et d'amitié entre les peuples. Parmi eux, il y aura forcément des méchants. Des anti-flamme. Des collectionneurs de chaos. Des « professionnels du chaos ». Des « militants d'ultra-gauche ». Des « écoliers ». Bref, tout un « spectre de la menace ».

C'est « Le Figaro » (4/5) qui le dit. Et qui s'alarme. En expliquant que les experts de l'ordre public et du renseignement redoutent « un chemin de croix ». Qu'ils « bandent leurs muscles ». Que Darmanin serre les mâchoires encore plus qu'à l'ordinaire. « A une vitesse de 4 km/h, il peut se passer beaucoup de choses pour perturber le parcours. » Et si on met la flamme dans le TGV ?

Certes, pas moins de 18 patrouilles à lunettes noires et à oreillette de compétition vont le servir de près. Et 115 gendarmes et policiers « très sur le volet » vont sécuriser les alentours en permanence. Sans compter le GIGN. Et les drones. Et les brouilleurs antiradar. Mais il faut s'attendre à plus que tout. Les prévisions du ministère de l'In-

terieur ont gâché comme jamais. Ils ont imaginé 72 scénarios, « allant du simple incident technique à la crise majeure ».

Les méchants pourraient « distribuer des tracts ». Ou, pire, « porter des tee-shirts anti-JO devant les médias ». Pire encore : faire des sit-in. Ou, on se demande où ils vont chercher ça, « projeter par des rayons laser des messages hostiles sur des façades emblématiques ». Il y a même un groupuscule, Saccage 2024, qui a posté une vidéo intitulée « Comment éteindre la flamme olympique ». Aaaaargh ! des écolotistes pas encore éliminés par Darmanin !

Bref, les « 2000 à 3000 militants capables de passer à l'action sous l'étendard rouge et noir » veulent « couvrir la France de ridicule » à la face du monde, « faire dérailler les Jeux ». Macron affirme que la flamme va « allumer les cœurs ». Elle risque d'incendier la France.

Bon, certes, il n'y a pas que les affreux « rouges et noirs ». Il y a les terroristes islamistes et autres allumés. « Le Figaro » évoque brièvement ce mineur de 16 ans, interpellé le 24 avril, qui projetait de « mourir en martyr au nom du califat » lors d'une attaque anti-JO à la Défense. Mais c'est pour mieux revenir à l'essentiel, et conclure ainsi : « Alors que la France danse au bord du précipice, le passage à l'acte de fauteurs de troubles issus de l'écologie radicale et de l'ultra-gauche pourrait avoir des conséquences calamiteuses. »

On tire à vue, chef ?

Jean-Luc Porquet

Iran, diplomatie de bas otages

DEUX ANS, ou 24 mois, ou 730 jours, ou 17520 heures de détention. C'est l'anniversaire de ce qui fut le 7 mai, deux des quatre Français prisonniers en Iran. Cécile Kohler, 39 ans, et Jacques Paris, 70 ans, ont été arrêtés à Téhéran lors d'un voyage touristique. Mort ?

« Espionnage », ou activisme politique, les griefs allégués à tout étranger que l'Iran souhaite utiliser comme monnaie d'échange. Comme eux, Louis Arnaud, 36 ans, et Olivier, un compatriote dont le nom de famille est tenu secret, ont été arrêtés en 2022, quelques mois plus tard.

Kohler et Paris sont détenus dans la sinistre prison d'Evin, au sein d'un quartier de haute sécurité dans des conditions qu'Emmanuel Macron a qualifiées d'« inadmissibles ». Une enseignante, ancienne

colleque du second, a rapporté que Jacques se trouvait dans une cellule de 9 m² en compagnie de quatre autres prisonniers, avec une couverture pour toute literie. En deux ans, ils n'ont reçu que trois visites de l'ambassadeur de France.

Jusqu'en 2020, la France s'était plus ou moins pliée à cette logique de marchandage de prisonniers. Mais, cette année-là, elle s'est privée d'une carte décisive en renvoyant en Iran Jalal Rohollahnejad, ingénieur arrêté à Nice à la demande du FBI, soupçonné d'avoir fait entrer du matériel sensible en Iran. Bilan ? Plus d'échange possible. En 2023, les libérations de Fariba Adeli, Benjamin Brière ou Bernar Phelan ont été officiellement motivées par des raisons « humanitaires ».

Le président français a plusieurs fois haussé le ton en qualifiant le quatuor d'« otages d'Etat ». Et les tensions liées au 7 octobre israélien et à la guerre à Gaza ne rendent pas les négociations optimistes. Reste la diplomatie sous-marine. L'accueil d'une délégation iranienne aux Jeux olympiques en ferait-il partie ?

J.-F. J.

On se dévergonde, au « Monde »

IL S'APPELLE Sacha, il a 48 ans, et, sur la photo du « Monde » (4/5), il ressemble à un cadre un peu branchouille. Mais il se définit comme « sexothérapeute », car, explique-t-il, « on est tous un peu sexothérapeutes quand on est puts ». Il est donc, « plutôt à ranger du côté de l'assistante sociale », confie-t-il. S'il en réconcilie certaines avec leur corps, Sacha veut aussi leur montrer ce qu'est une sexualité non toxique, grâce à l'« expérience d'un pénis bienveillant, pas égoïste ». Il

Pas évident, le job de sexothérapeute... Il y a celles qui disent des choses avant de sauter le pas, celles qui ne concluent jamais : c'est chonographie et non facturé. Avec toutes ces grandes bavardes, Sacha ne gagne guère qu'un smic par mois. Je suis plutôt à ranger du côté de l'assistante sociale... confie-t-il. S'il en réconcilie certaines avec leur corps, Sacha veut aussi leur montrer ce qu'est une sexualité non toxique, grâce à l'« expérience d'un pénis bienveillant, pas égoïste ». Il



POUR commémorer les 80 ans de la Shoah d'Izium, durant laquelle 44 enfants et 7 adultes juifs avaient été déportés, « Le Progrès de Lyon » a publié un ouvrage intitulé « Izium, Mémoires vivantes », dont l'avant-propos est signé « Laurent Waupot ». L'ouvrage est le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes de la politique mémorielle de la région.

Pourtant, l'une de ses premières décisions de président de région, en mai 2016, avait été de réduire de 10 000 euros (- 17 %) la subvention allouée à la Maison d'Izium. Face au tollé, Waupot avait finalement limité cette baisse à 20 000 euros.

En matière de mémoire, la sienne est plutôt courte...

CONFLIT ZEMMOUR-MARION MARECHAL



EMMANUEL MACRON s'est-il inspiré de Giorgio Meloni ? La Première ministre italienne a annoncé qu'elle serait tête de liste de son parti d'extrême droite, Fratelli d'Italia, aux européennes, ce qui lui permet d'afficher sa trombine en grand sur les panneaux d'affichage, à côté du slogan : « Azzurro, l'Italie change l'Europe ». Macron, s'il n'est pas allé jusqu'à devenir tête de liste, n'en a pas moins décidé de partager l'affiche avec Valérie Hayer, avec le slogan « Le 9 juin, nous avons besoin de l'Europe », mais aussi (et surtout) « Notre projet : investir au-dessus de la photo. Une manœuvre désespérée de conquérir ce pays glorieux où tout semblait lui réussir et où il s'égoutait ». Parce que c'est notre projet, n'est-ce pas ?

Aujourd'hui, il est passé des cris aux SOS !

LE TORCHON brûle entre l'Espagne et l'Argentine, après que le ministre des Transports espagnol, Oscar Puente, a accusé Javier Milei d'« inspirer des substances ». La présidence argentine s'en est offensée dans un communiqué publié sur X (4/5) et en a profité pour contre-attaquer : « Pedro Sánchez a mis en danger l'unité du royaume (...), les femmes espagnoles en perdant tout respect pour la loi (...), et la classe moyenne avec ses politiques socialistes qui n'apportent que pauvreté et mort ».

La question n'est pas de savoir si Milei inspire des substances mais plutôt s'il n'a pas voulu se prendre ses antipsychotiques !

NOYÉE dans son inter-diction de la « Tribune Dimanche » (5/5), cette petite phrase d'Emmanuel Macron : « Tenir bon la vague et tenir bon le vent, pour paraphraser les grands auteurs... » Les spécialistes de la chanson française auront reconnu Hugues Aufray, qui avait voté pour Sarkozy en 2007. Lequel sera ravi d'apprendre qu'il a jadis été soutenu par de « grands auteurs » !

Jérôme Canard